

COMPTES  
ANNUELS

20





2019

COMPTES  
ANNUELS



# SOMMAIRE

COMPTES ANNUELS  
**2019**

Zimbabwe\_Route Makuti-Chirundu





CONDURIL **04**

RAPPORT  
DE GESTION **10**

ÉTATS FINANCIERS  
ET ANNEXE **18**

RAPPORT ET AVIS  
DU CONSEIL DE  
SURVEILLANCE **62**

CERTIFICATION  
LÉGALE DES COMPTES **66**





**CONDURIL**

**COMPTES ANNUELS**  
**2019**



## CONDURIL

« Pour gagner, les entreprises doivent veiller à établir des objectifs spécifiques et à mettre en œuvre ces références.

Il est également de la plus haute importance que des valeurs d'entreprise éthiques et claires soient établies en tant que partie intégrante de la culture d'entreprise, en cherchant à être exigeant dans la manière dont elles sont respectées dans la vie quotidienne de l'organisation. Dans l'industrie du bâtiment en particulier, l'existence d'un ensemble de valeurs clairement assumées par l'entreprise constitue *per se* une caractéristique de première importance et un facteur qui permet de la distinguer profondément sur le marché, en lui conférant des caractéristiques pertinentes de compétitivité générale.

Au cours des cinquante dernières années pendant lesquelles nous avons dirigé cette entreprise, nous avons sans cesse cherché à améliorer son fonctionnement. À un moment donné, cette préoccupation a exigé la publication en interne d'un ensemble de documents afin de procéder à un registre écrit des thèmes clés de la gestion de l'entreprise, permettant ainsi leur consultation et définissant la manière dont tous les collaborateurs, dans le cadre de leurs fonctions, doivent orienter leurs décisions et comportements, en particulier : dans le cadre de la stratégie de Conduril ; lors de la réalisation des travaux ; dans le traitement des clients ; dans leurs relations avec les autres collaborateurs et la société en générale en tant que collaborateurs de Conduril ; et dans le respect de nos valeurs et principes.

## **VISION**

Conduril développe toute son activité dans le domaine du génie civil et son objectif principal, que ce soit en termes techniques ou économiques, est d'être (et d'être reconnue par le marché en tant que telle) l'une des meilleures entreprises portugaises d'ingénierie tout en ayant en simultanément les caractéristiques suivantes :

Être une grande entreprise à l'échelle nationale sur le plan technique et économique, capable de répondre à tout chantier de génie civil, aussi bien au Portugal qu'à l'étranger.

Être, en termes de nombre total de personnes en activité, au niveau national, une entreprise de taille moyenne, flexible, capable de répondre aux différentes demandes du marché et dotée d'une grande capacité technique capable, avant toute chose, de constituer une base solide pour soutenir ses activités à l'étranger.

## **MISSION**

Notre mission est de créer une richesse durable pour nos actionnaires et la durabilité des meilleures conditions de travail et de rémunération pour nos collaborateurs, ainsi que leur satisfaction en tant que premier vecteur de notre responsabilité sociale, qu'ils soient en activité ou à la retraite, en particulier à travers le complément de pension d'environ 22,5 % supérieur aux retraites normales, provenant de notre fonds de pension créé en 1989, la durabilité de Conduril Academy en Angola et au Mozambique et le maintien des bourses universitaires dans ces pays, dont le support suppose la pérennité de Conduril et implique l'obtention persistante de résultats.

## **VALEURS**

Nous pensons que nous ne pouvons créer de la valeur et de la richesse, c'est-à-dire gagner, que de la bonne manière : avec franchise, confiance et responsabilité fondées sur une culture de l'intégrité, synonyme d'honnêteté, de transparence, de justice et d'un strict respect des règles et des règlements. Ce sont nos valeurs et les fondements de tous nos principes.

« Nous sommes déterminés à promouvoir et préserver "dans les cent (100) prochaines années" nos valeurs et nos principes fondamentaux, en cultivant attentivement les conditions de survie nécessaires » : cohésion, consistance, méritocratie, loyauté, rigueur, éthique et culture.

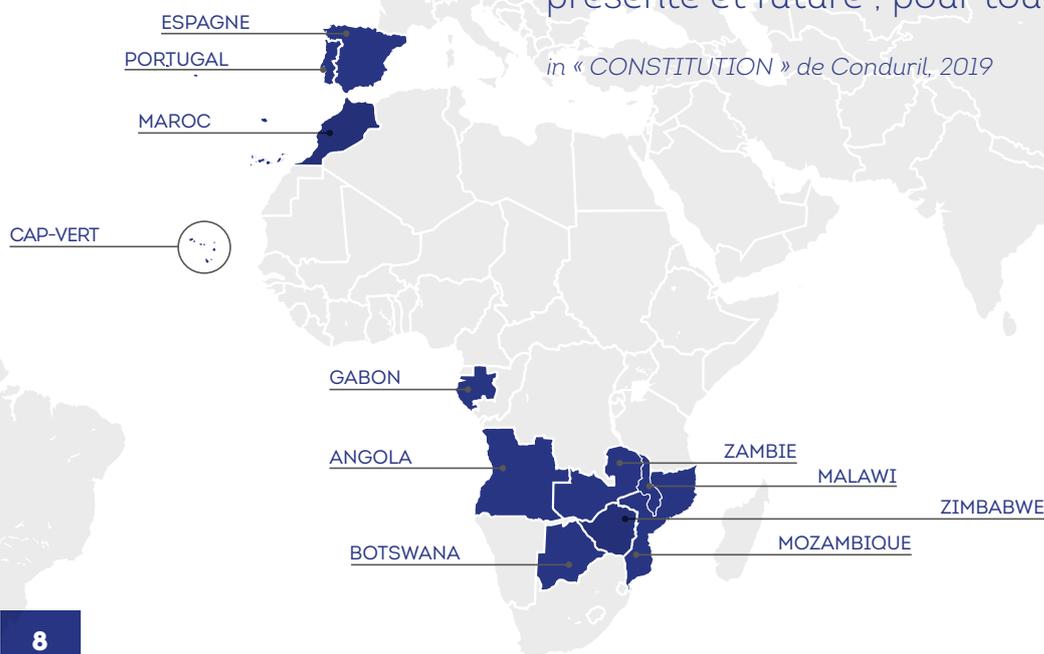


La capacité d'adaptation à la société est essentielle pour une entreprise qui agit sur le marché international afin de s'intégrer au mieux dans l'environnement social existant, tout en respectant les coutumes locales et en collaborant avec intelligence, autant que possible, dans le cadre de sa responsabilité sociale.

Une culture telle que celle de Conduril, qui valorise l'action, favorise la transparence, forme les collaborateurs et stimule la communication, fournit de l'énergie cinétique au plan et constitue un engagement envers ses collaborateurs.

Cet ensemble de documents "normatifs", qui a été mis à disposition de tous oralement et par écrit au cours de ces cinquante dernières années, a abouti, en 2019, à la publication unifiée des principes de gouvernement de l'entreprise, consacrés dans notre "CONSTITUTION" : le véritable lien entre tous les collaborateurs, capable d'assurer la pérennité de Conduril avec tous les avantages que cela implique : pour tous les collaborateurs ; pour tous ceux concernés par notre responsabilité sociale active, présente et future ; pour tout le pays. »

*in « CONSTITUTION » de Conduril, 2019*



## **ORGANES SOCIAUX**

### **BUREAU DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**

Crisóstomo Aquino de Barros (président)  
Amadeu Augusto Vinhas

Filipa Bastos Pinho Ferreira Lemos

### **CONSEIL D'ADMINISTRATION**

António Luís Amorim Martins (président)  
Maria Benedita Andrade de Amorim Martins  
Maria Luísa Andrade Amorim Martins  
António Baraças Andrade Miragaia

António Emanuel Lemos Catarino  
Jorge Lúcio Teixeira de Castro  
Miguel José Alves Montenegro de Andrade  
Ricardo Nuno Araújo Abreu Vaz Guimarães

### **COMITÉ EXÉCUTIF**

Maria Benedita Andrade de Amorim Martins  
(PDG)  
Maria Luísa Andrade Amorim Martins  
(vice-PDG et DAF)  
António Baraças Andrade Miragaia

António Emanuel Lemos Catarino  
Jorge Lúcio Teixeira de Castro  
Miguel José Alves Montenegro de Andrade  
Ricardo Nuno Araújo Abreu Vaz Guimarães

### **CONSEIL DE SURVEILLANCE**

Ademar Américo Soares Paiva (président)  
Maria de Lourdes Lopes Chaves

Júlio Gales Ferreira Pinto  
João Ricardo Araújo Monteiro Rocha (suppléant)

### **CABINET D'AUDIT**

Horwath & Associados, SROC, Lda.  
Représenté par  
Ana Raquel B. L. Esperança Sismeiro

João Miguel Neiva de Oliveira Coelho Pires  
(suppléant)



# RAPPORT DE GESTION



COMPTES ANNUELS  
**2019**



## **RAPPORT DE GESTION**

### **CONFORMÉMENT AUX STATUTS ET DISPOSITIONS LÉGALES APPLICABLES, LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE CONDURIL - ENGENHARIA, S.A. PRÉSENTE ET SOUMET À L'APPRÉCIATION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE D'ACTIONNAIRES LE RAPPORT DE GESTION, LES COMPTES DE LA PÉRIODE ET LES AUTRES DOCUMENTS DE REDDITION DES COMPTES CONCERNANT L'EXERCICE DE 2019.**

1. Le rythme de croissance du produit intérieur mondial enregistré en 2019 a été le plus faible depuis 2001, à savoir 2,9 %. Les perspectives futures ne sont pas encourageantes, les projections pour 2020 étant revues à la baisse et la croissance ne devant pas être supérieure à 3 %, compte tenu des incertitudes générées par des différends dans le cadre du commerce global, par des questions géopolitiques et, plus récemment, par l'effondrement de la demande et la disruption des chaînes mondiales de production en raison de la propagation rapide du nouveau coronavirus (Covid-19).

D'après les dernières estimations de l'Institut national de la statistique, l'économie portugaise a progressé de 2,2 % en 2019, un ralentissement s'étant vérifié par rapport à 2018 (2,8 %). Le secteur de la construction a conservé son cycle de croissance, qui a débuté en 2017 et a suivi la crise longue et grave qui l'a frappé au cours d'une décennie et demie. Selon les dernières données de la FEPICOP (Fédération portugaise de l'industrie du bâtiment et des travaux publics), la production dans la construction a enregistré, en 2019, une croissance réelle de 6 % sur un an, un léger ralentissement de cette croissance (5,5 %) étant prévu pour 2020.

En 2019, l'Angola est demeuré en récession pour la 4<sup>e</sup> année consécutive, la production réelle enregistrant une légère contraction (-0,3 %). D'après le Fonds monétaire international, une croissance d'environ 1 % est attendue en 2020, suite aux réformes structurelles que le Gouvernement a mis en place au niveau économique, fiscal et financier afin de réduire le fardeau de la dette extérieure, stimuler la diversification de l'économie soutenue par l'investissement privé et, ainsi, développer l'économie dans son ensemble. Néanmoins, la politique de change en vigueur, qui a généré une dévaluation continue de la monnaie nationale et des pressions inflationnistes sévères, associées aux risques de la volatilité des prix/de la production de pétrole, apporte une pression accrue sur la situation déjà fragile de son économie.

Les effets dévastateurs des cyclones Idai et Kenneth ont beaucoup restreint la performance économique du Mozambique, du Malawi et du Zimbabwe :

- au Mozambique, la croissance enregistrée en 2019 a été la plus faible de la dernière décennie et s'est établie à 2,2 % d'après l'Institut national de la statistique de ce pays. Cependant, on estime que la production de gaz naturel dans ce pays, ainsi que les efforts de reconstruction post-cyclones et l'amélioration progressive des conditions monétaires et de l'accès aux marchés de capitaux après l'accord de restructuration des dettes obtenu en 2019 donnera un élan à l'économie et permettra d'atteindre une croissance moyenne de 12,4 % au cours de cette décennie ;
- au Malawi, les effets néfastes causés par le cyclone Idai ont été atténués par une meilleure performance du secteur agricole et une plus grande stabilité macroéconomique. La production réelle a, ainsi, atteint une croissance de 5 % en 2019, face au taux de 4 % enregistré en 2018, une tendance pour les années à venir ;
- le PIB du Zimbabwe s'est contracté de 12,8 % en 2019 avec des chutes dans le secteur minier, l'agriculture et le tourisme. Avec les réformes monétaires et fiscales mises en oeuvre, dont l'une est l'introduction d'une nouvelle monnaie en juin 2019 - le dollar zimbabwéen -, l'inflation a augmenté d'un chiffre en 2018 à plus de 200 % fin 2019. Si des mesures correctives sont adoptées afin de rétablir la stabilité macroéconomique, la croissance économique pourra s'élever à 5 % à court terme.

La croissance du PIB réel en Zambie a connu un ralentissement d'environ 2 % en 2019, inférieur à la chute de 4 % enregistrée en 2018. L'activité économique doit rester faible, avec une reprise modérée de la croissance se situant entre 2 et 3 % au cours des deux prochaines années. La grande dépendance des financements extérieurs et la croissance rapide de la dette publique ont exposé la Zambie à un risque élevé de surendettement.

Fortement dépendant du secteur pétrolier, le Gabon a conservé sa trajectoire de relance économique, en atteignant une croissance réelle du PIB estimée à 3,4 % en 2019, au lieu de 0,8 % en 2018, justifiée en grande partie par un pari sur des activités non pétrolières. Dans les années à venir, le pays devra maintenir un taux de croissance similaire à celui enregistré en 2019.

2. Malgré les contraintes des différents pays où Conduiril opère et qui menacent le secteur de la construction, le chiffre d'affaires, en 2019, a dépassé 146 millions d'euros, une hausse d'environ 23 % face à la période antérieure, le résultat net s'élevant à 2,4 millions d'euros.

Au Portugal, quelques travaux de référence restent en cours, tels que la réhabilitation du pont international sur le fleuve Guadiana, la construction du tronçon d'autoroute entre Vilar Formoso et la frontière espagnole, la construction du pont pour piétons à Arouca, l'élargissement de l'autoroute A4 entre Águas Santas et Ermesinde et la modernisation de la voie ferrée de la Beira Baixa entre Covilhã et Guarda. En Angola, on peut souligner la réhabilitation du port et des quais de Malongo et la réhabilitation de la route entre Condé et Ebo, ainsi que la construction de trois ponts sur la route N380 au Mozambique.

La présence internationale a été renforcée avec le début des travaux d'élargissement et de pavage de la route A1 entre Makuti et Chirundu, au Zimbabwe.

Dans le cadre des attributions, au Portugal, il convient de souligner également les travaux d'extension de la jetée est du port de Sines, à hauteur de 72 millions d'euros, et la requalification de l'école de Rabo de Peixe aux Açores ; en Angola, dans le cadre du Plan de sauvetage de routes, la requalification et la conservation de la route entre Ganda et Catengue ; au Mozambique, le réseau d'adduction d'eau entre Mathlemele et Guava ; en Zambie, la conclusion du système de distribution d'eau de Bombay ; et, au Malawi, la construction des nouvelles installations du Domasi College of Education et la construction d'un canal d'irrigation de 6 km à Chikwawa.

En 2019, l'activité nationale correspond à 36 % du chiffre d'affaires et l'entreprise prévoit que celui-ci représente environ 50 % en 2020. Ce marché possédant des marges inférieures à celles du marché extérieur, l'effet de change négatif de ce dernier qui a plus que doublé par rapport à 2018 s'ajoutant à cela, la performance de Conduril a été moins favorable que celle de la période précédente.

Par conséquent, l'entreprise s'est axée sur l'amélioration de l'efficacité de ses actifs, ce qui s'est traduit en 2019 par une augmentation de son chiffre d'affaires, une proposition de valeur qui entraînera une amélioration générale de ses indicateurs de rentabilité à moyen terme.

INDICATEURS	2017	2018	2019
Actif net (€)	456 017 167	370 596 384	385 563 980
Passif (€)	238 188 307	158 164 579	176 324 270
Capitaux propres (€)	217 828 860	212 431 805	209 239 710
Dette nette (€) <sup>(1)</sup>	-32 045 329	-19 124 841	-487 178
Chiffre d'affaires (€)	140 460 967	119 700 251	146 741 149
VAB (€)	69 628 989	57 112 124	55 664 544
EBE (€)	33 358 782	25 185 566	19 386 158
Résultat net de l'exercice (€)	7 006 696	3 045 198	2 461 138
Autonomie financière	48 %	57 %	54 %
Liquidité générale	170 %	199 %	184 %
Ratio de solvabilité	91 %	134 %	119 %
Rentabilité des ventes	5 %	3 %	2 %
Rotation de l'actif	31 %	32 %	38 %

<sup>(1)</sup> La dette nette représente l'écart entre les financements bancaires et les disponibilités financières ou ressources assimilables de l'entreprise.

La solidité économique et financière de l'entreprise reste indiscutable, ce qui permet de reconnaître le mérite de la stratégie adoptée, avec un processus d'internationalisation consolidé, toujours attentif et réactif aux contraintes et aux opportunités des marchés.

### 3. Conduril est axée sur l'amélioration de sa capacité de production, ce qui n'est possible qu'en pariant sur la mise à jour, le renouvellement et l'amélioration continus de tous ses actifs.

L'entreprise considère que son capital humain est l'un de ses éléments de différenciation qui permet de potentialiser sa capacité. L'accent sur le développement des compétences et des qualifications de son personnel s'est traduit par la mise en place de plusieurs actions de formation pour un volume total supérieur à 29 200 heures, auquel son académie de formation – Conduril Academy qui a fêté en 2019 ses dix années d'existence, d'échanges, de savoir et d'impacts – a contribué de manière significative.

Au cours de l'année 2019, Conduril a employé 1 920 collaborateurs en moyenne (1 830 en 2018), dont 80 % hors du territoire portugais.

Le Fonds de pension Conduril demeure le pilier de sa politique de responsabilité sociale et sa valeur s'élevait, à la fin décembre 2019, à 10,2 millions d'euros.

Au niveau des actifs patrimoniaux, il y a eu également un renforcement important de compétences garantissant la réponse aux exigences techniques de nos ouvrages et du marché : en 2019, cette stratégie a requis un investissement d'environ 9 millions d'euros, un montant qui doit plus que doubler en 2020.

4. Dans son portefeuille d'investissements, Conduril détient des participations dans les concessionnaires de deux des sous-concessions routières du Portugal :

- 21,85 % dans la société SPER - Sociedade Portuguesa para a Construção e Exploração Rodoviária, S.A., avec laquelle l'IP - Infraestruturas de Portugal, S.A. a conclu le contrat pour la sous-concession du Baixo Alentejo, qui a fait l'objet d'une renégociation et de l'approbation de la Cour des comptes en 2017 et qui est à présent dans sa phase d'exploitation ;
- 23,64 % dans la société RAL - Rotas do Algarve Litoral, S.A., avec laquelle l'IP a conclu le contrat pour la sous-concession de l'Algarve Litoral. Le contrat initial a fait l'objet de modifications et un « contrat de concession modifié », dont l'approbation a été refusée par la Cour des comptes en 2018, a été signé. Par conséquent, RAL a demandé la reconnaissance de son droit de résilier le lien contractuel existant et d'être indemnisée pour l'investissement réalisé jusqu'à cette date, ce qui a été refusé par l'IP. Cela a obligé à recourir aux instruments juridiques avec une procédure d'arbitrage entamée en septembre 2019, qui inclut une demande d'indemnité de 445 millions d'euros et la résiliation du contrat. C'est avec beaucoup de conviction que Conduril prévoit une décision favorable, le Gouvernement lui-même ayant annoncé l'inclusion d'une enveloppe dans le budget de l'État 2020 à cet effet.

5. Au fil des ans, Conduril a promu des politiques actives de gestion de la qualité, de renforcement de la sécurité et une attitude écologiquement engagée, à travers la planification, l'évaluation des risques et des impacts et la définition de méthodes de contrôle.

Au cours de l'année, cet effort s'est traduit par :

- le renouvellement de la certification du système de gestion de la qualité au Portugal et en Angola, ainsi que le suivi de celui-ci au Mozambique selon la norme NP EN ISO 9001:2015, par l'APCER (Agence portugaise de certification) ;
- le suivi de la certification dans le cadre du système de gestion de la sécurité et de la santé au travail au Portugal et au Mozambique, ainsi que le renouvellement de celle-ci en Angola selon les normes OHSAS 18001:2007 et NP 4397:2008, par l'APCER ;
- le suivi de la certification du système de gestion environnementale au Portugal, ainsi que l'obtention de celle-ci au Mozambique, selon la norme NP EN ISO 14001:2015, par l'APCER ;
- le suivi de l'accréditation par l'IPAC (Institut portugais d'accréditation) du laboratoire central du Portugal et la transition vers la norme NP EN ISO/IEC 17025:2018 ; et,
- au Mozambique, la construction du laboratoire central a été achevée et les exigences de la norme NP EN ISO/IEC 17025:2018 ont été mises en place en vue de l'accréditation des principaux essais dans le domaine des sols, des agrégats et du béton hydraulique, dont la délivrance du certificat devra avoir lieu jusqu'à la fin de 2020.

6. La faiblesse présentée par les projections globales a obligé l'entreprise à envisager le futur avec une attention et pondération particulières.

Malgré l'optimisme installé sur le marché portugais, seuls 77 % des fonds destinés au programme Portugal 2020 sont achevés ou en cours et quelques-uns des principaux investissements en matière d'infrastructures ont été transférés vers le nouveau programme national d'investissements qui couvre la période 2021-2030.

Sur les marchés internationaux où Conduril opère, le secteur ne présente pas encore de relance solide. Le nombre de travaux en cours est résiduel et il y a peu de projets faisant l'objet d'un appel d'offres ou ceux-ci sont successivement reportés.

En 2020, le portefeuille des travaux de Conduril s'élève à 500 millions d'euros et l'entreprise est attentive à des projets financés qui seront bénéfiques sur le plan stratégique et économique dans les différentes zones géographiques, tout en restant attentive à la rentabilité de son concept d'entreprise et au renforcement de sa culture, tous deux essentiels pour soutenir sa pérennité.

## 7. Autres informations :

- a) Conduril détient des succursales en Angola, au Mozambique, au Botswana, au Cap-Vert, en Zambie, au Malawi, au Gabon et au Maroc.
- b) Il n'y a aucune dette envers l'État ou tout autre organisme public, y compris la Sécurité sociale.
- c) Le capital social, composé de 2 000 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 5 euros chacune, est entièrement souscrit et libéré.
- d) Les 200 000 actions propres détenues par l'entreprise n'ont pas fait l'objet de transactions au cours de l'année.
- e) Aucune modification n'est survenue au cours de l'année 2019 en ce qui concerne le nombre d'actions de Conduril - Engenharia S.A. détenues par des titulaires du Conseil d'administration.

8. Le Conseil d'administration propose que le résultat net de l'exercice de 2019, à hauteur de 2 461 138 euros, soit intégralement transféré aux Réserves libres.

9. Le Conseil d'administration voudrait exprimer sa reconnaissance à tous ceux qui, au cours de l'année 2019, l'ont soutenu dans la poursuite des objectifs établis par l'entreprise. Il tient à remercier le soutien et la confiance démontrés par les actionnaires, ainsi que la disponibilité du Conseil de surveillance et du Cabinet d'audit. Il reconnaît l'engagement, le professionnalisme et le dévouement de tous ses collaborateurs, ainsi que la coopération fondamentale des clients, des fournisseurs et des institutions bancaires.

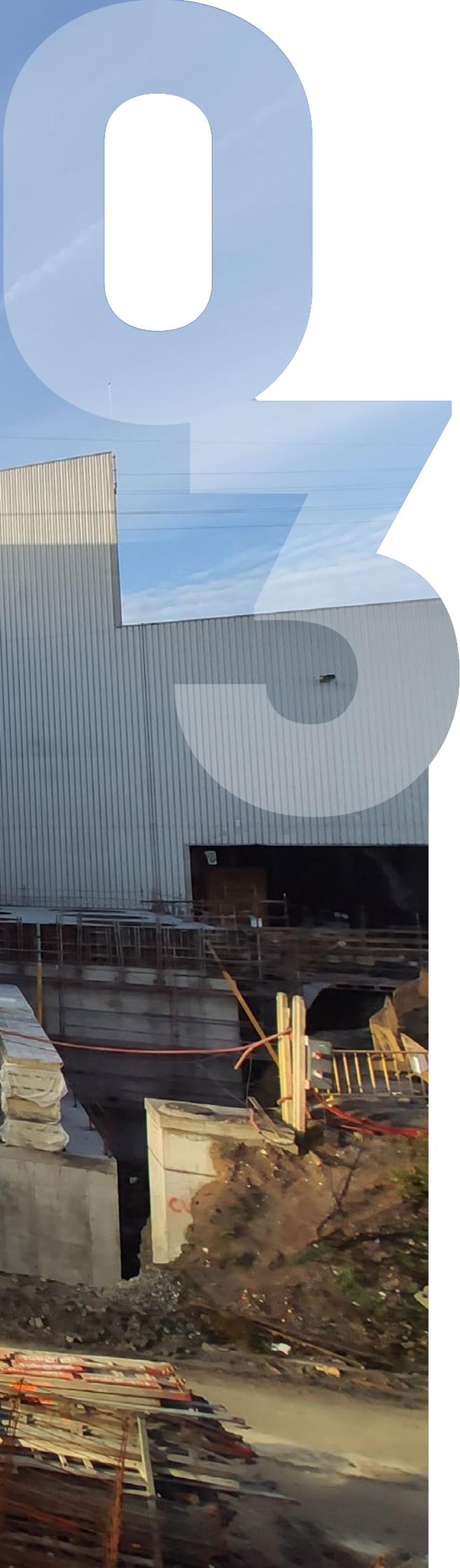
Fait à Ermesinde, le 4 mars 2020

Le Conseil d'administration,





# ÉTATS FINANCIERS ET ANNEXE



COMPTES ANNUELS  
**2019**

# BILAN

AU 31 DÉCEMBRE 2019 ET 2018

Montants exprimés en EUROS

	NOTES	2019	2018
<b>ACTIF</b>			
<b>ACTIF NON COURANT</b>			
Immobilisations corporelles	2;3;8	57 051 173	52 541 041
Immobilisations incorporelles	2;3;7	5 258 100	5 255 226
Participations financières (méthode de la mise en équivalence)	3;10	5 543 856	8 122 906
Autres immobilisations financières	3;19	91 710 938	84 261 223
Actifs d'impôt différé	3;18	88 998	-
Sous-total		159 653 065	150 180 395
<b>ACTIF COURANT</b>			
Stocks	3;11	11 465 615	11 731 189
Clients	3;19	108 583 253	114 925 890
Clients avec une retenue de garantie	3;19	3 620 234	2 937 428
État et autres organismes publics	21	14 312 058	13 341 737
Autres comptes débiteurs	3;19;21	78 243 769	65 701 668
Charges constatées d'avance	3;21	421 147	262 647
Encaisse et dépôts en banque	3;4	9 264 839	11 515 429
Sous-total		225 910 915	220 415 989
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>		<b>385 563 980</b>	<b>370 596 384</b>
<b>CAPITAUX PROPRES ET PASSIF</b>			
<b>CAPITAUX PROPRES</b>			
Capital souscrit		10 000 000	10 000 000
Actions propres	3	(950 000)	(950 000)
Réserves légales		3 044 492	3 044 492
Autres réserves		202 619 064	200 713 581
Résultats reportés		453 463	453 463
Écarts de réévaluation		2 708 790	2 708 790
Ajustements / Autres variations des capitaux propres		(11 097 237)	(6 583 719)
Sous-total		206 778 572	209 386 607
Résultat net de l'exercice		2 461 138	3 045 198
<b>TOTAL DES CAPITAUX PROPRES</b>	<b>3</b>	<b>209 239 710</b>	<b>212 431 805</b>
<b>PASSIF</b>			
<b>PASSIF NON COURANT</b>			
Provisions	3;14	10 425 600	11 613 416
Financements obtenus	3;9;19	41 497 192	34 554 042
Passifs d'impôt différé	3;18	1 347 247	1 356 928
Sous-total		53 270 039	47 524 386
<b>PASSIF COURANT</b>			
Fournisseurs	3	56 046 356	54 992 812
Avances de clients	3	12 149 091	16 799 065
État et autres organismes publics	21	16 680 407	14 728 614
Financements obtenus	3;9;19	24 858 703	12 830 171
Autres comptes créditeurs	3;21	12 069 095	10 066 490
Produits constatés d'avance	3;12;21	1 250 579	1 223 041
Sous-total		123 054 231	110 640 193
<b>TOTAL DU PASSIF</b>		<b>176 324 270</b>	<b>158 164 579</b>
<b>TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DU PASSIF</b>		<b>385 563 980</b>	<b>370 596 384</b>

L'administration,

Le comptable certifié,

# COMPTE DE RÉSULTAT PAR NATURE

AU 31 DÉCEMBRE 2019 ET 2018

Montants exprimés en EUROS

PRODUITS ET CHARGES	NOTES	2019	2018
Ventes et services fournis	3:13;21:22	146 741 149	119 700 251
Subventions d'exploitation		-	-
Gains / pertes affectés aux filiales, sociétés associées ou coentreprises	2:3:10	407 312	769 279
Variation des stocks de la production	3:11	-	-
Travaux au sein de l'entreprise	3	1 146 133	1 540 773
Coût des marchandises vendues et des matières consommées	11	(35 986 774)	(25 889 647)
Fournitures et services extérieurs	21	(53 366 410)	(49 603 854)
Frais de personnel	3:20:21	(36 278 386)	(31 926 558)
Dépréciation de stocks (pertes / reprises)	3:11	-	(25 307)
Dépréciation de créances à recevoir (pertes / reprises)	3:19	132	258 946
Provisions (augmentations / diminutions)	3:14	(174 637)	(279 237)
Dépréciation d'investissements non amortissables (pertes / reprises)		-	-
Augmentations / diminutions de la juste valeur	3:19	-	-
Autres revenus	15:21	11 102 863	22 644 716
Autres charges	2:15:21	(14 379 729)	(12 049 394)
Résultat avant dépréciations, charges de financement et impôts		19 211 653	25 139 968
Charges / reprises de dépréciation et d'amortissement	3:7:8	(3 989 302)	(6 233 395)
Dépréciation d'investissements amortissables (pertes / reprises)		-	-
Résultat d'exploitation (avant charges de financement et impôts)		15 222 351	18 906 573
Intérêts et produits assimilés obtenus		-	-
Intérêts et charges assimilées supportées	3:21	(3 815 872)	(6 312 069)
Résultat avant impôts		11 406 479	12 594 504
Impôt sur les bénéfices de l'exercice	3:18	(8 945 341)	(9 549 306)
<b>RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE</b>		<b>2 461 138</b>	<b>3 045 198</b>
Résultat des activités discontinues (net d'impôts) y compris dans le résultat net de l'exercice		-	-
<b>RÉSULTAT NET POUR L'EXERCICE ATTRIBUABLE :</b>			
Détenteurs de capitaux de la société mère		2 461 138	3 045 198
Participations ne donnant pas le contrôle		-	-
Sous-total		2 461 138	3 045 198
<b>RÉSULTAT PAR ACTION NON DILUÉ</b>		<b>1,37</b>	<b>1,69</b>

L'administration,

Le comptable certifié,

# TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

AU 31 DÉCEMBRE 2019 ET 2018

Montants exprimés en EUROS

POSTES	NOTES	2019	2018
<b>FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES</b>			
Encaissements clients		101 558 713	166 463 034
Règlements fournisseurs		(82 236 569)	(67 347 937)
Rémunérations du personnel		(30 455 883)	(25 959 093)
Trésorerie générée par les opérations		(11 133 739)	73 156 005
Impôt sur les bénéfices payé / perçu		(1 563 798)	(1 177 033)
Autres encaissements / décaissements		(3 807 529)	(12 339 831)
<b>FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES (1)</b>		<b>(16 505 065)</b>	<b>59 639 141</b>
<b>FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>			
<b>DÉCAISSEMENTS CONCERNANT :</b>			
Immobilisations corporelles		(428 610)	(590 349)
Immobilisations incorporelles		-	-
Immobilisations financières		(2 722 144)	(12 241)
Autres actifs		-	-
<b>ENCAISSEMENTS PROVENANT DE :</b>			
Immobilisations corporelles		-	-
Autres actifs		-	-
Intérêts et produits assimilés		3 066 560	2 440 141
Dividendes		118 600	800 907
<b>FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT (2)</b>		<b>34 407</b>	<b>2 638 458</b>
<b>FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>			
<b>ENCAISSEMENTS PROVENANT DE :</b>			
Financements obtenus		84 312 985	85 140 797
Libération de capital et d'autres instruments de capitaux propres		-	-
Autres opérations de financement		-	-
<b>DÉCAISSEMENTS CONCERNANT :</b>			
Financements obtenus		(62 650 342)	(131 647 417)
Financements leasings		(1 582 546)	(733 358)
Intérêts et charges assimilées		(3 616 814)	(5 881 765)
Dividendes		(900 000)	(2 700 000)
Autres opérations de financement		-	-
<b>FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT (3)</b>		<b>15 563 283</b>	<b>(55 821 744)</b>
Variation de trésorerie et équivalents de trésorerie (1 + 2 + 3)		(907 376)	6 455 855
Effets advenant des différences de change		(1 343 215)	(966 444)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice		11 515 429	6 026 017
<b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE</b>	<b>4</b>	<b>9 264 839</b>	<b>11 515 429</b>

L'administration,

Le comptable certifié,





## **ANNEXE AUX ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 2019**

### **1. INTRODUCTION**

Conduril - Engenharia, S.A. (« Conduril » ou « entreprise ») a été fondée en 1959 et est devenue une société anonyme en 1976 ; son siège social est situé Av. Eng.º Duarte Pacheco, 1835, 4445-416 Ermesinde - Valongo et elle a pour activité principale les marchés publics de travaux et tous les travaux en rapport avec ce secteur d'activité.

Nous considérons que ces états financiers donnent une image fidèle des opérations de l'entreprise, ainsi que de sa situation et performance financières et de ses flux de trésorerie.

Les états financiers individuels et consolidés sont déposés au siège de l'entreprise.

Tous les montants mentionnés dans le présent document sont exprimés en euros et arrondis à l'unité.

### **2. RÉFÉRENTIEL COMPTABLE POUR LA PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS**

**2.1. Les états financiers ci-joints ont été préparés suivant le principe de la continuité des opérations, à partir des registres comptables de l'entreprise et conformément aux normes du Système de normalisation comptable, en vertu des lois suivantes :**

- Décret-loi n° 158/2009, du 13 juillet, tel que modifié par le décret-loi n° 98/2015, du 2 juin (Système de normalisation comptable) ;
- Arrêté ministériel n° 220/2015, du 24 juillet (Modèles d'états financiers) ;
- Avis n° 8254/2015, du 29 juillet (Structure conceptuelle) ;
- Avis n° 8256/2015, du 29 juillet (Normes comptables et d'information financière) ;
- Arrêté ministériel n° 218/2015, du 23 juillet (Code des comptes).

Ces états financiers ne reproduisent que les comptes individuels de l'entreprise, préparés suivant les dispositions légales. Malgré le fait que les immobilisations financières aient été enregistrées selon la méthode de la mise en équivalence, conformément aux principes comptables généralement admis, ces états financiers n'incluent pas l'effet de l'intégration globale au niveau des actifs, des passifs, des produits et des charges. L'entreprise prépare et présente des états financiers consolidés séparément.

## **2.2. Indication et commentaires concernant les comptes de bilan et les comptes de résultat dont le contenu n'est pas comparable à celui de l'exercice précédent :**

Les montants indiqués à des fins comparatives sont comparables et présentés selon le modèle advenant des modifications introduites par les normes légales mentionnées au paragraphe précédent, à l'exception de l'effet mentionné dans la note 5 concernant la modification de la durée de vie utile prévue des biens des immobilisations corporelles et incorporelles. Par conséquent, l'analyse comparative des années 2019 et 2018 devra prendre en compte cet impact.

## **3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES**

Les principales méthodes comptables adoptées lors de la préparation des états financiers ci-joints sont les suivantes :

### **3.1. Bases d'évaluation utilisées lors de la préparation des états financiers**

Les états financiers ci-joints ont été préparés suivant le principe de la continuité des opérations, à partir des livres et des registres comptables de l'entreprise, tenus conformément aux Normes comptables et d'information financière (NCRF).

#### **A. Immobilisations incorporelles**

Les immobilisations incorporelles, qui concernent essentiellement les droits de superficie et les logiciels, sont enregistrés à leur coût d'acquisition, diminué d'éventuelles pertes de valeur et amortissements cumulés. Ces actifs sont amortis à partir du moment où les actifs sous-jacents sont achevés ou en cours d'utilisation, suivant la méthode linéaire, pour une période de 60 et de 6 ans, respectivement. Il convient de noter que la durée de vie utile de quelques biens a fait l'objet d'une révision au cours de cet exercice. Par conséquent, le taux appliqué aux logiciels à partir de 2019 est de 16,67 %. L'effet de cette modification d'estimation, dont l'impact s'est élevé à 378 euros, a été comptabilisé dans le compte de résultat.

Les immobilisations incorporelles ne sont comptabilisées que s'il est probable qu'elles présentent des bénéfices économiques futurs pour l'entreprise, qu'elles soient contrôlables par l'entreprise ou qu'elles puissent être mesurées de façon fiable.

Les coûts de développement, dont l'entreprise est capable pour compléter son développement et commencer sa commercialisation et/ou son utilisation, et dont l'actif est susceptible de générer de bénéfices économiques futurs, sont capitalisés. Les coûts de développement qui ne respectent pas ces critères sont enregistrés comme des charges de l'exercice au cours duquel ils interviennent.

Les plus-values ou moins-values découlant de la vente ou de la mise au rebut de ces actifs sont déterminées par la différence entre le prix de vente et la valeur comptable nette à la date de la cession / mise au rebut et elles seront enregistrées dans le compte de résultat à leur valeur nette comme « Autres revenus » ou « Autres charges ».

#### **B. Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles acquises jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2009 sont enregistrées à leur coût effectif, qui correspond au coût d'acquisition ou au coût d'acquisition réévalué, suivant les principes comptables généralement admis au Portugal jusqu'à cette date, diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeur.

Les immobilisations corporelles acquises après cette même date sont enregistrées à leur coût d'acquisition diminué des amortissements et des pertes de valeur cumulées.

Les amortissements sont comptabilisés après la date de début d'utilisation des biens, suivant la méthode linéaire, sur une base annuelle. Il convient de noter que la durée de vie utile de quelques biens a fait l'objet d'une révision au cours de cet exercice. L'effet de cette modification d'estimation, dont l'impact s'est élevé à 1 163 258 euros, a été comptabilisé dans le compte de résultat.

Les taux d'amortissement utilisés au cours de cet exercice correspondent aux durées de vies utiles estimées comme suit :

	ANNÉES
Bâtiments et autres constructions	20-50
Équipement de base	5-16
Matériel de transport	6-12
Fournitures administratives	6-25
Autres immobilisations corporelles	6-16

Les charges concernant l'entretien et la réparation n'augmentant pas la durée de vie utile de ces immobilisations corporelles sont enregistrées comme des charges de l'exercice au cours duquel elles interviennent. Les charges concernant de réparations et renouvellements majeurs sont incluses dans la valeur comptable de l'actif lorsqu'il en adviendra des bénéfices économiques futurs supplémentaires.

Les immobilisations corporelles en cours représentent des actifs encore en phase de construction ou en transit et sont enregistrées au coût d'acquisition diminué d'éventuelles pertes de valeur. Ces actifs sont amortis dès leur mise en usage.

Les plus-values ou moins-values découlant de la vente ou de la mise au rebut de ces actifs sont déterminées par la différence entre le prix de vente et la valeur comptable nette à la date de la cession / mise au rebut et elles seront enregistrées dans le compte de résultat à leur valeur nette comme « Autres revenus » ou « Autres charges ».

### **C. Goodwill**

Le *goodwill* représente l'excédent du coût d'acquisition sur la juste valeur des actifs, des passifs et des passifs éventuels identifiables des filiales à la date d'acquisition.

Les différences entre le coût d'acquisition des participations dans des filiales et des sociétés associées et la juste valeur de leurs actifs et passifs identifiables à la date d'acquisition, si elles sont négatives, sont comptabilisées comme des revenus à la date d'acquisition, après nouvelle confirmation de la juste valeur des actifs et des passifs identifiables.

À la date de clôture, une évaluation concernant la recouvrabilité de la valeur nette du *goodwill* est faite, une perte de valeur étant comptabilisée dès que la valeur comptable du *goodwill* dépasse sa valeur recouvrable. Le gain ou la perte lors de la cession d'une entité incluent la valeur comptable du *goodwill* relative à cette entité, sauf si l'activité associée à ce *goodwill* continue de générer des bénéfices pour l'entreprise. Les pertes de valeur relatives au *goodwill* ne sont pas reprises.

### **D. Contrats de location**

La classification des contrats de location en location-financement ou en location simple est faite en fonction de la substance du contrat et non de sa forme. Les contrats de location dans lesquels l'entreprise est locataire sont classés comme des contrats de location-financement s'ils ont pour effet de transférer substantiellement tous les risques et les avantages inhérents à leur possession, ou comme des contrats de location simple s'ils ont pour effet de ne pas transférer substantiellement tous les risques et avantages inhérents à leur possession.

D'après la méthode financière, le coût de l'actif est enregistré comme un actif, la responsabilité correspondante est enregistrée dans le passif, dans le poste « Financements obtenus », et les intérêts compris dans le montant des loyers et la réintégration de l'actif sont enregistrés comme des charges dans le compte de résultat de l'exercice concerné.

Dans les contrats de location simple, les loyers restant à payer sont comptabilisés comme des charges dans le compte de résultat, sur une base linéaire, au cours de l'exercice du contrat de location.

### **E. Immobilisations financières**

Les immobilisations financières dans des filiales, sociétés associées et entités contrôlées conjointement sont enregistrées selon la méthode de la mise en équivalence. Les participations sont comptabilisées initialement au coût d'acquisition, majoré ou diminué à la valeur proportionnelle de la participation dans les capitaux propres de ces sociétés, reporté à la date d'acquisition ou de la première application de la méthode de la mise en équivalence.

D'après la méthode de la mise en équivalence, les participations financières sont ajustées chaque année par la valeur correspondant à la participation dans le résultat net des filiales et des sociétés associées en contrepartie de revenus ou de charges de l'exercice. Les participations sont encore ajustées par la valeur correspondant à la participation dans d'autres variations des capitaux propres de ces sociétés, en contrepartie du poste « Ajustements d'actifs financiers ». De plus, les dividendes perçus de ces sociétés sont enregistrés comme une réduction de la valeur des immobilisations financières.

Les autres immobilisations financières sont enregistrées au coût d'acquisition ou, dans le cas des financements accordés, à la valeur nominale (il n'y a pas de situations dans lesquelles la valeur nominale diffère de la juste valeur à la date d'acquisition). Une évaluation des immobilisations financières dans des sociétés associées est effectuée lorsqu'il existe des indices que l'actif a pu perdre de la valeur, les pertes de valeur démontrées étant enregistrées comme des charges. Les revenus résultant d'immobilisations financières (dividendes ou bénéfices distribués) sont enregistrés dans le compte de résultat de l'exercice au cours duquel sa distribution est décidée et annoncée.

### **F. Intégration de succursales**

L'information comptable des succursales où l'entreprise opère, notamment en Angola, au Mozambique, au Maroc, au Botswana, au Cap-Vert, en Zambie, au Malawi et au Gabon intègre, tous les mois, la comptabilité. Les soldes et les transactions au cours de l'exercice entre le siège et les succursales sont annulés.

Lorsque la monnaie fonctionnelle de la succursale est différente de la monnaie de présentation de l'entreprise, le processus d'intégration est réalisé à travers la conversion de tous les écarts des actifs et des passifs, des produits et des charges selon le taux de change en vigueur à la date de chaque intégration mensuelle. À la date de publication des comptes, les différences de change sur les actifs et passifs monétaires sont établies et enregistrés comme des revenus ou des charges dans le compte de résultat.

Pour l'information comptable des succursales, on utilise, essentiellement, les méthodes comptables en vigueur au Portugal. Afin d'assurer l'uniformité des méthodes comptables, lorsque le cadre normatif local diverge du cadre normatif en vigueur au Portugal, les ajustements nécessaires sont effectués.

### **G. Dépréciation des actifs non courants (à l'exception du goodwill)**

Une évaluation de la dépréciation par référence au final de chaque exercice est effectuée, si un événement ou une modification des circonstances indique que le montant pour lequel l'actif est inscrit peut ne pas être récupéré.

Lorsque le montant pour lequel l'actif est inscrit est supérieur à sa somme recouvrable, une perte de valeur est enregistrée comme des charges dans le poste « Dépréciation d'investissements amortissables (pertes / reprises) ». La somme recouvrable est celle qui est la plus élevée entre le prix de vente net et la valeur d'utilité. Le prix de vente net est le montant qui résulterait de la cession de l'actif lors d'une transaction entre des entités indépendantes et informées, diminué des charges directement imputables à la cession. La valeur d'utilité est la valeur qui existe dans les flux de trésorerie futurs estimés qui sont attendus de l'utilisation continue de l'actif et de sa cession à la fin de sa durée de vie utile. La somme recouvrable est estimée individuellement pour chaque actif ou, si cela n'est pas possible, pour l'unité génératrice de flux de trésorerie à laquelle est rattaché l'actif.

Après la comptabilisation d'une perte de valeur, les charges avec l'amortissement / la dépréciation de l'actif sont ajustées pour les exercices futurs afin que la valeur comptable revue de l'actif, diminuée de sa valeur résiduelle (s'il y a lieu), puisse être répartie de façon systématique sur sa durée de vie utile restant à courir.

La reprise des pertes de valeur comptabilisées au cours des exercices antérieurs est enregistrée s'il s'avère que les pertes de valeur comptabilisées n'existent plus ou qu'elles ont diminué. Cette analyse est faite lorsqu'il existe des indices que la perte de valeur comptabilisée antérieurement a été reprise.

La reprise des pertes de valeur est comptabilisée comme des revenus dans le compte de résultat. Cependant, la reprise de la perte de valeur est effectuée jusqu'à hauteur du montant pour lequel elle serait comptabilisée (net d'amortissement ou de dépréciation), au cas où la perte de valeur n'aurait pas été enregistrée dans les exercices antérieurs.

#### **H. Charges des financements obtenus**

Les charges financières des financements sont comptabilisées comme des charges selon la méthode de la comptabilité d'engagement, même si ces charges sont directement imputables à l'acquisition, à la construction ou à la production d'un actif qui prend un certain temps de préparation avant d'être utilisé. Dans ce cas, les charges financières pourraient être capitalisées jusqu'au moment où toutes les activités nécessaires pour préparer l'actif éligible avant d'être utilisé ou vendu sont achevées.

#### **I. Stocks**

Les marchandises, les matières premières et les fournitures consommables sont inscrites à leur coût d'acquisition ou au prix du marché, lorsque ce dernier est inférieur (le coût moyen étant utilisé comme méthode de détermination des coûts). Le prix du marché est la valeur nette de réalisation ou le coût de remplacement.

Les produits finis et semi-finis, les sous-produits et les produits et les travaux en cours sont évalués au coût de production (qui comprend le coût des matières premières incorporées, la main d'œuvre et les frais généraux de fabrication) ou au prix du marché lorsque ce dernier est inférieur. Le prix du marché correspond à la valeur nette de réalisation.

Lorsque le prix du marché est inférieur au coût d'acquisition, des pertes de valeur sont comptabilisées.

#### **J. Instruments financiers**

##### i. Créances comptables

Les créances comptables sont enregistrées à leur valeur nominale et présentées dans le bilan, déduites d'éventuelles pertes de valeur, comptabilisées dans le poste « Dépréciation de créances à recevoir (pertes / reprises) », afin de reproduire leur valeur nette de réalisation. Il n'y a pas de situations dans lesquelles la valeur nominale diffère de la juste valeur et, par conséquent, où la dette doit être évaluée conformément à la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les pertes de valeur sont enregistrées à la suite d'événements indiquant, objectivement et de façon quantifiable, que la totalité ou une partie du solde impayé ne sera pas reçue. À cet effet, l'entreprise prend en compte des informations sur le marché faisant preuve que le client manque à sa responsabilité, ainsi que de l'information historique sur les soldes échus et non perçus.

Les pertes de valeur comptabilisées correspondent à la différence entre la valeur comptable du solde à recevoir et la respective valeur actuelle des flux de trésorerie futurs estimés, calculés au taux d'intérêt effectif initial, qui est réputé nul lorsqu'on prévoit un encaissement dans un délai inférieur à une année.

##### ii. Financements

Les financements sont enregistrés dans le passif à leur coût amorti. Les charges financières sont calculées sur la base du taux d'intérêt effectif et comptabilisées au compte de résultat de l'exercice selon la méthode de la comptabilité d'engagement.

Il n'y a pas de situations dans lesquelles la méthode du coût amorti ait un impact significatif sur l'évaluation par rapport à la valeur nominale.

##### iii. Fournisseurs et dettes comptables

Les dettes comptables aux fournisseurs et à d'autres tiers qui ne portent pas d'intérêts sont enregistrées à leur valeur nominale, l'effet de l'application de la méthode du taux d'intérêt effectif étant considéré non significatif.

##### iv. Passifs financiers et instruments de capitaux propres

Les passifs financiers et les instruments de capitaux propres sont classés selon la substance contractuelle de la transaction, indépendamment de la forme légale qu'ils revêtent.

Un instrument financier est classé comme un passif financier lorsqu'il existe l'obligation contractuelle de remettre de la trésorerie ou d'un autre actif financier, indépendamment de sa forme légale. Les passifs financiers sont enregistrés initialement à leur juste valeur déduite des charges de transaction encourues et, ultérieurement, à leur coût amorti, sur la base de la méthode du taux effectif.

Un instrument financier est classé comme un instrument de capitaux lorsqu'il n'existe pas l'obligation contractuelle de remettre de la trésorerie ou d'un autre actif financier, indépendamment de sa forme légale, dégageant un intérêt résiduel dans les actifs d'une entité après déduction de tous ses passifs.

Les charges directement imputables à l'émission d'instruments de capitaux sont enregistrées en contrepartie des capitaux propres comme une déduction sur la valeur de l'émission. Les montants versés ou perçus par les achats et les ventes d'instruments de capitaux sont enregistrés dans les capitaux propres déduits des charges de transaction.

Les distributions effectuées suivant des instruments de capitaux sont déduites des capitaux propres comme des dividendes lorsqu'elles sont déclarées.

#### v. Actions propres

Les actions propres sont comptabilisées à leur valeur d'acquisition comme un abatement aux capitaux propres. Les revenus et les pertes inhérents à la cession des actions propres sont enregistrés dans le poste « Autres réserves », n'affectant pas le résultat de l'exercice.

#### vi. Effets escomptés et créances à recevoir en affacturage

L'entreprise ne décomptabilise les actifs financiers dans ses états financiers que lorsque le droit contractuel relatif aux flux de trésorerie de ces actifs a déjà expiré, ou lorsque l'entreprise transfère substantiellement tous les risques et avantages inhérents à la possession de ces actifs vers une troisième entité. Si l'entreprise conserve substantiellement les risques et les avantages inhérents à la possession de ces actifs, elle doit continuer à les comptabiliser dans ses états financiers, en enregistrant dans le passif, dans le poste « Financements obtenus », la contrepartie en argent pour les actifs cédés.

Par conséquent, les soldes des clients titrisés par des effets escomptés et non échus et les créances à recevoir en affacturage à la date de clôture, à l'exception des opérations « Affacturage sans recours », sont comptabilisés dans les états financiers de l'entreprise, dans le passif, jusqu'au moment de leur encaissement.

#### vii. Trésorerie et équivalents de trésorerie

Les montants compris dans le poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » correspondent aux valeurs de trésorerie, aux dépôts en banque, aux dépôts à terme et à d'autres placements de trésorerie, dont l'échéance est de moins de trois mois, et qui peuvent être immédiatement mobilisables sans risque significatif de changement de valeur.

### **K. Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels**

Les provisions ne sont comptabilisées que lorsqu'il existe une obligation actuelle (légale ou implicite) découlant d'un événement passé, qu'il est probable une sortie de ressources pour résoudre l'obligation et que le montant de l'obligation puisse être estimé de façon raisonnable. Les provisions sont revues à la date de clôture de chaque exercice et sont ajustées de façon à mieux refléter la meilleure estimation à cette date. Les provisions pour les charges de restructuration sont comptabilisées lorsqu'il existe un plan formalisé et détaillé de restructuration et lorsque celui-ci a été communiqué aux parties concernées.

Les passifs éventuels sont définis par l'entreprise comme : (i) des obligations possibles advenant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance, ou non, d'un ou de plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'entreprise ; ou (ii) des obligations actuelles advenant d'événements passés mais qui ne sont pas comptabilisées, car il n'est pas probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques soit nécessaire pour éteindre l'obligation ou le montant de l'obligation ne peut pas être mesuré avec une fiabilité suffisante.

Les actifs éventuels résultent habituellement d'événements non planifiés ou imprévus qui créent la possibilité d'une entrée d'avantages économiques pour l'entreprise. L'entreprise ne comptabilise pas d'actifs éventuels dans ses états financiers et ne les communique que si des avantages économiques sont susceptibles d'en advenir. Lorsque la réalisation du produit est quasiment certaine, l'actif n'est pas un actif éventuel et sa comptabilisation est justifiable.

#### **L. Périodes économiques**

Les charges et les revenus sont enregistrés dans l'exercice auquel ils se rapportent, indépendamment de son décaissement ou encaissement, selon la méthode de la comptabilité d'engagement. Les différences entre les montants encaissés et décaissés et les respectives recettes et dépenses sont enregistrées dans les postes « Autres comptes débiteurs », « Autres comptes créditeurs » ou « Compte de régularisation ».

#### **M. Impôt sur les bénéfices de l'exercice**

Les impôts sur les bénéfices enregistrés dans les résultats comprennent l'effet des impôts courants et des impôts différés. Les impôts courants sur les bénéfices sont calculés sur la base du résultat imposable de l'entreprise, conformément aux règles fiscales en vigueur.

Les impôts différés correspondent aux différences temporelles entre les montants des actifs et des passifs aux fins de registre comptable et les montants respectifs aux fins d'imposition, ainsi que ceux découlant des avantages fiscaux obtenus et des différences temporelles entre le résultat fiscal et le résultat comptable. L'impôt est comptabilisé dans le compte de résultat, sauf s'il est lié à des mouvements dans les capitaux propres, ce qui implique sa comptabilisation dans les capitaux propres.

Les actifs et les passifs d'impôt différé sont calculés et évalués périodiquement, en utilisant les taux d'imposition comptés être en vigueur à la date de reprise des différences temporelles.

Les impôts différés correspondent aux différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leur base fiscale, en utilisant les taux d'impôt approuvés ou substantiellement approuvés, à la date de clôture, dans chaque juridiction et comptés être appliqués lorsque les différences temporelles s'inverseront.

Les impôts différés passifs sont comptabilisés dans toutes les différences temporelles imposables (à l'exception du *goodwill* non déductible fiscalement), à partir des différences qui résultent de la comptabilisation initiale d'actifs et de passifs qui n'affectent ni le bénéfice comptable ni le bénéfice imposable et à partir des différences liées à des investissements dans des filiales, dans la mesure où il n'est pas probable qu'elles s'inverseront dans le futur. Les actifs d'impôt différé sont comptabilisés lorsqu'il est probable d'exister des bénéfices imposables futurs qui absorbent les différences temporelles fiscalement déductibles.

Les actifs d'impôt différé ne sont enregistrés que lorsqu'il existe des attentes raisonnables en matière de bénéfices fiscaux futurs suffisants pour les utiliser. Chaque année, les différences temporelles sous-jacentes aux actifs d'impôt différé sont objet d'une réévaluation afin de les comptabiliser ou de les ajuster en fonction de l'attente actuelle de future récupération.

#### **N. Actifs non courants détenus à la vente**

Les actifs non courants sont classés comme étant détenus en vue de la vente lorsque leur valeur du bilan est réalisable par une transaction de vente, au lieu de l'être par leur utilisation continue. On constate cette situation seulement dans les conditions suivantes : (i) la vente est probable et l'actif est disponible à la vente immédiate dans l'état où il se trouve ; (ii) la gestion est engagée dans un plan de vente ; et (iii) il est probable que la vente soit réalisée dans les douze mois.

Les actifs non courants classés comme étant détenus en vue de la vente sont mesurés à la valeur la plus faible entre la valeur comptable et sa juste valeur diminuée des charges probables à la vente.

#### **O. Subventions gouvernementales ou d'autres organismes publics**

Les subventions perçues dans le cadre de programmes de formation professionnelle ou les subventions d'exploitation sont enregistrées dans le poste « Subventions d'exploitation » du compte de résultat de l'exercice au cours duquel ces programmes sont réalisés, indépendamment de la date

de leur encaissement, à moins qu'ils puissent devenir une créance dans un exercice ultérieur, où ils seront considérés comme des revenus de cet exercice.

Les subventions non remboursables associées à des actifs sont enregistrées dans le bilan comme « Autres variations des capitaux propres » et comptabilisées dans le compte de résultat proportionnellement aux réintégrations des actifs subventionnés, dans chaque exercice.

#### **P. Compléments de pension**

L'entreprise s'est engagée à attribuer aux salariés des prestations en espèces au titre de compléments de pension de vieillesse et d'invalidité. Pour assurer ces engagements, l'entreprise a créé, en 1989, un fonds de pension à prestations définies, à l'usage exclusif de ses fonctionnaires, dont les charges annuelles, déterminées en fonction des calculs actuariels, sont enregistrées conformément à la règle comptable NCRF 28 - Avantages du personnel.

Les engagements actuariels sont calculés en fonction de la « méthode de la projection de l'unité de crédit », en utilisant les hypothèses actuarielles et financières considérées appropriées.

#### **Q. Produit**

L'entreprise comptabilise les résultats des ouvrages, contrat à contrat, conformément à la règle comptable NCRF 19 - Contrats de construction, selon la méthode du pourcentage d'avancement, qui est le rapport entre les charges encourues dans chaque ouvrage jusqu'à une date spécifique et la somme de ces charges avec les charges prévues pour l'achever. Les différences obtenues entre les valeurs résultant de l'application du niveau d'avancement sur les revenus estimés et les valeurs facturées sont comprises dans les postes « Autres comptes débiteurs » et « Compte de régularisation ».

Les variations vérifiées dans les travaux face au montant du produit convenu dans le contrat sont comptabilisées dans le résultat de l'exercice lorsqu'il est probable que le client approuve le montant du produit résultant de la variation et que celle-ci puisse être mesurée de façon fiable.

Les réclamations pour le remboursement de charges non incluses dans le prix du contrat sont comprises dans le produit du contrat lorsque l'état d'avancement des négociations est tel qu'il est probable que le client acceptera la réclamation et que celle-ci puisse être mesurée de façon fiable.

Pour faire face aux charges à encourir pendant la période de garantie des ouvrages, l'entreprise comptabilise annuellement un passif pour respecter son obligation légale, qui est constaté en fonction du volume de la production annuelle et de ses antécédents concernant les charges encourues précédemment avec les ouvrages dans la période de garantie. Lorsqu'il est probable que les charges totales prévues dans le contrat de construction dépassent les revenus qui y sont définis, la perte attendue est immédiatement comptabilisée dans le compte de résultat de l'exercice.

Les dividendes des participations enregistrées au coût sont comptabilisés comme revenus dans le compte de résultat de l'exercice au cours duquel leur attribution est décidée.

#### **R. Charges afférentes à la préparation de propositions**

Les charges afférentes à la préparation de propositions pour divers appels d'offres sont comptabilisées dans le compte de résultat de l'exercice au cours duquel elles interviennent.

#### **S. Travaux au sein de l'entreprise**

Les travaux au sein de l'entreprise correspondent à des travaux de construction et d'amélioration exécutés par l'entreprise, ainsi que d'importantes réparations d'équipements, et ils comprennent les charges concernant les matériaux, la main d'œuvre directe et les frais généraux.

Ces charges ne sont capitalisées que lorsque les conditions suivantes sont remplies :

- Les actifs développés sont identifiables ;
- Il est très probable que les actifs puissent générer des bénéfices économiques futurs ; et
- Elles sont mesurées de façon fiable.

#### **T. Faits survenus après la clôture de l'exercice**

Les faits survenus après la date de clôture qui donnent des preuves ou des informations supplémentaires sur les conditions qui existaient à la date de clôture (« Événements donnant lieu à des ajustements ») sont reflétés dans les états financiers de l'entreprise. Les faits survenus après la date de clôture qui indiquent des conditions survenues après la date de clôture (« Événements ne donnant pas lieu à des ajustements »), lorsque significatifs, sont communiquées dans l'annexe aux états financiers.

#### **U. Jugements et estimations**

La préparation des états financiers s'est basée sur la meilleure connaissance et sur l'expérience d'événements passés et/ou en cours et a considéré certaines hypothèses concernant des événements futurs.

Les estimations comptables les plus significatives figurant dans les états financiers des exercices prenant fin le 31 décembre 2019 et 2018 comprennent :

- Les durées de vies utiles des immobilisations corporelles ;
- Le registre des provisions et des pertes de valeur ;
- La comptabilisation des produits des ouvrages en cours ;
- La comptabilisation de la valeur actuelle des responsabilités avec des prestations de retraite ; et
- La détermination de la juste valeur des instruments financiers.

Les estimations ont été déterminées à partir de la meilleure information disponible à la date de préparation des états financiers. Néanmoins, des situations qui étaient imprévisibles à cette date pourront survenir ultérieurement et n'ont donc pas été prises en compte dans ces estimations. Les changements de ces estimations qui surviennent après la clôture des états financiers seront corrigés dans le compte de résultat de façon prospective, conformément à la règle comptable NCRF 4.

### **3.2. Autres méthodes comptables importantes**

#### **A. Résultats par action**

Les résultats par action non dilués sont calculés en divisant les bénéfices individuels attribués aux actionnaires de l'entreprise par le nombre pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice, à l'exception du nombre d'actions propres détenues.

#### **B. Monnaie étrangère**

Tous les actifs et les passifs libellés en monnaie étrangère sont convertis dans la monnaie de présentation fonctionnelle, selon les cours de change officiels en vigueur à la date de la déclaration. Les différences de change, favorables et défavorables, découlant des différences entre les taux de change en vigueur à la date des transactions et ceux en vigueur à la date des recouvrements, des paiements ou à la date de clôture sont enregistrées comme des produits et charges dans le compte de résultat de l'exercice.

Les différences de change associés à des créances/dettes dont l'échéance n'est pas définie sont enregistrés dans le compte de résultat de l'exercice lorsque ces créances/dettes sont amorties/cédées/payées. Les états financiers des sociétés associées et des succursales libellés en monnaie étrangère sont convertis en euro.

Les cours de change utilisés dans la conversion en euro ont été les suivantes :

MONNAIE	MONNAIE DE CONVERSION	2019		2018	
		31 DÉCEMBRE	CHANGE MOYEN	31 DÉCEMBRE	CHANGE MOYEN
Dollar américain	Euro	0,89015	n/a	0,87336	n/a
Dirham marocain	Euro	0,09290	0,09278	0,09130	0,09022
Pula botswanais	Euro	0,08400	0,08309	0,08150	0,08320
Metical mozambicain	Euro	0,01451	0,01430	0,01423	0,01402
Escudo cap-verdien	Euro	0,00907	0,00907	0,00907	0,00907
Franc CFA	Euro	0,00152	0,00152	0,00152	0,00152
Kwacha zambien	Euro	0,06336	0,06875	0,07323	0,08010
Kwacha malawien	Euro	0,00121	0,00121	0,00120	0,00117
Kwanza angolais	Euro	0,00180	0,00234	0,00279	0,00325
Rand sud-africain	Euro	0,06376	n/a	0,06066	n/a
Dollar namibien	Euro	0,06370	n/a	0,06031	n/a
Dollar zimbabwéen	Euro	0,05320	0,05688	n/a	n/a

### 3.3. Jugements de valeur sur le processus d'application des méthodes comptables et qui ont eu le plus grand impact sur les montants comptabilisés dans les états financiers

Lors de la préparation des états financiers conformément aux règles comptables NCRF, l'entreprise a utilisé des estimations et des hypothèses qui affectent l'application des méthodes et les montants déclarés. Les estimations et les jugements sont constamment évalués, ayant pour base l'expérience d'événements passés et d'autres facteurs, y compris les attentes concernant les événements futurs considérés probables face aux circonstances sur lesquelles les estimations se sont basées ou à la suite d'une information ou d'une expérience acquise.

### 3.4. Principales hypothèses pour l'avenir

Les états financiers ci-joints ont été préparés suivant le principe de la continuité des opérations, à partir des livres et des registres comptables de l'entreprise, tenus conformément aux principes comptables généralement admis au Portugal.

Les faits survenus après la date de clôture qui affectent la valeur des actifs et des passifs existants à la date de clôture sont comptabilisés dans la préparation des états financiers de l'exercice. Ces événements, lorsque significatifs, sont communiqués dans l'annexe aux états financiers.

### 3.5. Principales sources d'incertitude

Cette note fait référence aux principales hypothèses pour l'avenir adoptées dans la préparation des états financiers ci-joints et qui sont susceptibles d'impliquer un risque majeur d'ajustements matériels dans l'évaluation des actifs et des passifs du prochain exercice financier.

#### A. Dépréciation des actifs

La détermination de la dépréciation des actifs exige l'estimation de la valeur actuelle des *cash-flows* futurs associés à cet actif. Pour ce calcul, on adopte des hypothèses fondées sur l'expérience passée de l'entreprise et sur les attentes futures. L'entreprise considère qu'il existe un risque contrôlé que ces hypothèses ne se vérifient pas.

## 4. FLUX DE TRÉSORERIE

### 4.1. Commentaire de la direction sur le montant des soldes significatifs de la trésorerie et des équivalents de trésorerie qui ne peuvent pas être utilisés

La valeur du solde « Trésorerie et équivalents de trésorerie » est totalement disponible.

### 4.2. Répartition des chiffres inscrits dans le poste « Encaisse et dépôts en banque »

Le solde de l'encaisse et des dépôts en banque est reparti comme suit :

	31.12.2019	31.12.2018
Encaisse	224 989	201 043
Dépôts à vue	8 107 466	10 394 573
Dépôts à terme	932 384	919 813
<b>TOTAL ENCAISSE ET DÉPÔTS EN BANQUE</b>	<b>9 264 839</b>	<b>11 515 429</b>

## 5. MODIFICATIONS D'ESTIMATIONS

Des études ont été réalisées au cours de cet exercice afin de vérifier l'estimation des durées de vies utiles estimées des immobilisations corporelles et incorporelles. Suite à cette analyse, l'entreprise a modifié lesdites estimations pour quelques biens. Si cette modification n'avait pas eu lieu, les dépréciations et les amortissements de la période écoulée le 31 décembre 2019 seraient supérieurs de 1 163 258 euros.

## 6. PARTIES LIÉES

### 6.1. Rémunérations du personnel clé de la gestion

**A. Total de rémunérations :** 1 334 593 euros (2018 : 1 869 529 euros).

## 6.2. Transactions entre les parties liées

### A. Nature des relations entre les parties liées :

	PAYS	% DIRECT	% TOTAL
<b>SUCCURSALES :</b>			
Angola	-	-	-
Mozambique	-	-	-
Maroc	-	-	-
Botswana	-	-	-
Cap-Vert	-	-	-
Zambie	-	-	-
Malawi	-	-	-
Gabon	-	-	-
<b>FILIALES :</b>			
Conduril - Gestão de Concessões de Infraestruturas, S.A.	Portugal	100,00	100,00
Edirio - Construções, S.A.	Portugal	100,00	100,00
Métis Engenharia, Lda.	Angola	99,00	99,00
ENOP - Engenharia e Obras Públicas, Lda.	Mozambique	100,00	100,00
Urano, Lda.	Angola	99,00	99,00
Conduril Engenharia - Açores, S.A.	Portugal	100,00	100,00
Esquénio - Estudos e Projetos de Engenharia, S.A.	Portugal	100,00	100,00
Conduril Construction Zimbabwe (PVT) LTD	Zimbabwe	100,00	100,00
<b>ENTITÉS CONTRÔLÉES CONJOINTEMENT :</b>			
Groupement Adriano, Jaime Ribeiro, Conduril - Construção, ACE	Maroc	33,33	33,33
Groupement CJA / Lot 3 - Construção ACE	Maroc	33,33	33,33
Groupement Túnel de Nador, Construção ACE	Maroc	50,00	50,00
RAL - Rodovias do Algarve Litoral, ACE	Portugal	16,67	16,67
RBA - Rodovias do Baixo Alentejo, ACE	Portugal	17,86	17,86
UTE Alcântara - Garrouillas	Espagne	15,00	15,00
<b>SOCIÉTÉS ASSOCIÉES :</b>			
Rotas do Algarve Litoral, S.A.	Portugal	21,64	23,64
SPER - Sociedade Portuguesa para a Construção e Exploração Rodoviária, S.A.	Portugal	20,11	21,85
Planestrada - Operação e Manutenção Rodoviária, S.A.	Portugal	33,33	33,33
Marestrada - Operação e Manutenção Rodoviária, S.A.	Portugal	33,33	33,33
<b>PERSONNEL CLÉ DE LA GESTION :</b>			
<b>CONSEIL D'ADMINISTRATION :</b>			
António Luís Amorim Martins (président) - PCA			
Maria Benedita Andrade de Amorim Martins (présidente du Comité exécutif) - PDG			
Maria Luisa Andrade Amorim Martins Mendes (vice-présidente du Comité exécutif)			
António Baraças Andrade Miragaia			
António Emanuel Lemos Catarino			
Jorge Lúcio Teixeira Castro			
Miguel José Alves Montenegro Andrade			
Ricardo Nuno Araújo Abreu Vaz Guimarães			
<b>AUTRES PARTIES LIÉES :</b>			
Geonorte - Geotecnia e Fundações Especiais, Lda.	Portugal	-	-
Sociedade Agricola da Quinta do Javali, Lda.	Portugal	-	-
Mugige Vinhos, Lda.	Angola	-	-

### B. Transactions et soldes ouverts :

Au 31 décembre 2019 et 2018, l'entreprise a présenté les transactions et les soldes suivants en matière d'entités liées :

Au 31 décembre 2019 :

<b>PARTIES LIÉES</b>	<b>SOLDES OUVERTS ACTIFS</b>	<b>SOLDES OUVERTS PASSIFS</b>	<b>PERTES DE VALEUR CUMULÉES</b>	<b>PROVISIONS</b>
<b>ENTITÉS QUI EXERCENT UN CONTRÔLE CONJOINT OU UNE INFLUENCE NOTABLE :</b>				
Groupement Adriano, Jaime Ribeiro, Conduril - Construção, ACE	7 178 477	-	-	6 265 664
Groupement Túnel de Nador, Construção ACE	1 647 044	100 966	-	518 428
Groupement CJA / Lot 3 - Construção ACE	828 503	-	-	-
RAL - Rodovias do Algarve Litoral, ACE	293 526	24 462	-	-
RBA - Rodovias do Baixo Alentejo, ACE	680 293	338 373	-	401 171
	10 627 843	463 801	-	7 185 263
<b>FILIALES :</b>				
Conduril - Gestão de Concessões de Infraestruturas, S.A.	5 897 107	-	336 000	495 585
Edirio - Construções, S.A.	3 286 561	2 504 874	231 310	-
Métis Engenharia, Lda.	13 211 353	13 250 020	-	-
ENOP - Engenharia e Obras Públicas, Lda.	8 513 049	7 538 012	-	-
Urano, Lda.	2 797 430	2 718 352	-	-
Conduril Engenharia - Açores, S.A.	87 790	152 732	-	-
Esquênio - Estudos e Projetos de Engenharia, S.A.	73 098	136 796	-	-
Conduril Construction Zimbabwe (PVT) LTD	230 772	1 356 053	-	-
	34 097 160	27 656 839	567 310	495 585
<b>SOCIÉTÉS ASSOCIÉES :</b>				
SPER - Sociedade Portuguesa para a Construção e Exploração Rodoviária, S.A.	17 408 516	-	20 000	-
Rotas do Algarve Litoral, S.A.	11 396 123	-	20 000	-
	28 804 639	-	40 000	-
<b>AUTRES PARTIES LIÉES :</b>				
UTE Alcântara - Garrouillas	1 134 094	-	-	-
Geonorte - Geotecnia e Fundações Especiais, Lda.	8 502	922 242	-	-
Geonorte - Geotecnia e Fundações Especiais, Lda. - Succursale d'Angola	391 351	209 016	-	-
Sociedade Agrícola da Quinta do Javali, Lda.	-	6 506	-	-
Mugige Vinhos, Lda.	1 737 090	-	-	-
	3 271 037	1 137 764	-	-
<b>PARTIES LIÉES</b>				
		<b>REVENUS</b>	<b>CHARGES</b>	
<b>ENTITÉS QUI EXERCENT UN CONTRÔLE CONJOINT OU UNE INFLUENCE NOTABLE :</b>				
RAL - Rodovias do Algarve Litoral, ACE		13 284	-	
RBA - Rodovias do Baixo Alentejo, ACE		325 045	-	
		338 329	-	
<b>FILIALES :</b>				
Edirio - Construções, S.A.		168 167	1 727 774	
Métis Engenharia, Lda.		1 855 089	1 157 113	
ENOP - Engenharia e Obras Públicas, Lda.		230 507	880 613	
Urano, Lda.		426 141	1 504 867	
Conduril Engenharia - Açores, S.A.		9 757	70 250	
Esquênio - Estudos e Projetos de Engenharia, S.A.		14 114	127 196	
Conduril Construction Zimbabwe (PVT) LTD		118 443	-	
		2 822 218	5 467 813	
<b>SOCIÉTÉS ASSOCIÉES :</b>				
SPER - Sociedade Portuguesa para a Construção e Exploração Rodoviária, S.A.		-	-	
Planestrada - Operação e Manutenção Rodoviária, S.A.		-	-	
		-	-	
<b>AUTRES PARTIES LIÉES :</b>				
UTE Alcântara - Garrouillas		29 293	-	
Geonorte - Geotecnia e Fundações Especiais, Lda.		187 376	68 618	
Geonorte - Geotecnia e Fundações Especiais, Lda. - Succursale d'Angola		95 241	2 383	
Sociedade Agrícola da Quinta do Javali, Lda.		-	23 224	
Mugige Vinhos, Lda.		2 260 500	-	
		2 572 410	94 225	

Les financements accordés aux parties liées et enregistrés dans les autres immobilisations financières sont détaillés dans la Note 10.2.

Au 31 décembre 2018 :

<b>PARTIES LIÉES</b>	<b>SOLDES OUVERTS ACTIFS</b>	<b>SOLDES OUVERTS PASSIFS</b>	<b>PERTES DE VALEUR CUMULÉES</b>	<b>PROVISIONS</b>
<b>ENTITÉS QUI EXERCENT UN CONTRÔLE CONJOINT OU UNE INFLUENCE NOTABLE :</b>				
Groupement Adriano, Jaime Ribeiro, Conduril - Construção, ACE	7 161 575	-	-	6 364 178
Groupement Túnel de Nador, Construção ACE	1 640 442	100 966	-	495 263
Groupement CJA / Lot 3 - Construção ACE	828 503	-	-	-
RAL - Rodovias do Algarve Litoral, ACE	1 116 901	-	-	888 000
RBA - Rodovias do Baixo Alentejo, ACE	1 175 218	338 373	-	802 565
	11 922 639	439 339	-	8 550 006
<b>FILIALES :</b>				
Conduril - Gestão de Concessões de Infraestruturas, S.A.	5 897 002	-	336 000	493 380
Edirio - Construções, S.A.	2 767 354	1 788 565	-	-
Métis Engenharia, Lda.	17 013 113	19 588 321	-	-
ENOP - Engenharia e Obras Públicas, Lda.	10 600 438	9 581 512	-	-
Urano, Lda.	2 679 405	2 824 003	-	-
Conduril Engenharia - Açores, S.A.	103 641	-	-	-
	39 060 953	33 782 401	336 000	493 380
<b>SOCIÉTÉS ASSOCIÉES :</b>				
SPER - Sociedade Portuguesa para a Construção e Exploração Rodoviária, S.A.	17 408 516	-	20 000	-
Rotas do Algarve Litoral, S.A.	11 396 123	-	20 000	-
	28 804 639	-	40 000	-
<b>AUTRES PARTIES LIÉES :</b>				
UTE Alcântara - Garroillas	1 212 122	-	-	-
Geonorte - Geotecnia e Fundações Especiais, Lda.	-	590 442	-	-
Geonorte - Geotecnia e Fundações Especiais, Lda. - Succursale d'Angola	1 057 074	758 926	-	-
	2 269 196	1 349 368	-	-
<b>PARTIES LIÉES</b>				
		<b>REVENUS</b>	<b>CHARGES</b>	
<b>ENTITÉS QUI EXERCENT UN CONTRÔLE CONJOINT OU UNE INFLUENCE NOTABLE :</b>				
RAL - Rodovias do Algarve Litoral, ACE		161 581	3 376	
RBA - Rodovias do Baixo Alentejo, ACE		-	856	
		161 581	4 232	
<b>FILIALES :</b>				
Edirio - Construções, S.A.		928 306	121 887	
Métis Engenharia, Lda.		7 327 977	9 319 354	
ENOP - Engenharia e Obras Públicas, Lda.		178 383	1 114 110	
Urano, Lda.		1 332 999	1 872 861	
Conduril Engenharia - Açores, S.A.		147 759	-	
		9 915 424	12 428 212	
<b>SOCIÉTÉS ASSOCIÉES :</b>				
SPER - Sociedade Portuguesa para a Construção e Exploração Rodoviária, S.A.		7 317	-	
Planestrada - Operação e Manutenção Rodoviária, S.A.		8 618	-	
		15 935	-	
<b>AUTRES PARTIES LIÉES :</b>				
UTE Alcântara - Garroillas		66 775	-	
Sociedade Agrícola da Quinta do Javalí, Lda.		-	59 943	
Geonorte - Geotecnia e Fundações Especiais, Lda.		672 515	651 428	
Geonorte - Geotecnia e Fundações Especiais, Lda. - Succursale d'Angola		302 995	13 842	
		1 042 285	725 213	

Les financements accordés aux parties liées et enregistrés dans les autres immobilisations financières sont détaillés dans la Note 10.2.

## 7. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

7.1. Information, pour chaque catégorie d'immobilisations incorporelles, distinguant les immobilisations incorporelles générées internement d'autres immobilisations incorporelles

**A. Les dépréciations de l'exercice sont calculées conformément aux durées de vies utiles et aux taux d'amortissement moyens pour chaque poste :**

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES - AUTRES	DURÉE DE VIE UTILE	TAUX D'AMORTISSEMENT
Logiciels	6	16,67 %
Droits de superficie	60	1,66 %
Autres immobilisations incorporelles	6	16,67 %

**B. Les éléments des immobilisations incorporelles sont amortis suivant la méthode linéaire, sur base de la durée de vie utile prévue.**

**C. Les immobilisations incorporelles sont réparties comme suit :**

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES - AUTRES	31.12.2019		31.12.2018	
	ACTIF BRUT	AMORTISSEMENTS ET PERTES DE VALEUR	ACTIF BRUT	AMORTISSEMENTS ET PERTES DE VALEUR
Logiciels	100 862	89 295	94 267	87 718
Propriété industrielle	47 121	-	47 121	-
Droits de superficie	5 814 545	615 133	5 801 426	600 149
Autres immobilisations incorporelles	2 006	2 006	2 006	1 727
<b>TOTAL</b>	<b>5 964 534</b>	<b>706 434</b>	<b>5 944 820</b>	<b>689 594</b>

**D. La valeur des amortissements concernant les immobilisations incorporelles comprise dans le poste « Charges / reprises de dépréciation et d'amortissement » du compte de résultat s'élève à :**

AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE - AUTRES	31.12.2019	31.12.2018
Logiciels	1 577	5 194
Droits de superficie	14 579	19 702
<b>TOTAL</b>	<b>16 156</b>	<b>24 896</b>

**E. Les mouvements du poste « Immobilisations incorporelles » pendant 2019 et 2018 sont indiqués dans le tableau qui suit :**

	2019				TOTAL
	DROITS DE SUPERFICIE	LOGICIELS	PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE	AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	
<b>ACTIF BRUT :</b>					
Solde au 31.12.2018	5 801 426	94 267	47 121	2 006	5 944 820
Acquisitions	13 119	6 595	-	-	19 714
Transferts et mise au rebut	-	-	-	-	-
Solde au 31.12.2019	5 814 545	100 862	47 121	2 006	5 964 534
<b>AMORTISSEMENTS CUMULÉS :</b>					
Solde au 31.12.2018	600 149	87 718	-	1 727	689 594
Acquisitions	14 579	1 577	-	-	16 156
Transferts et mise au rebut	405	-	-	279	684
Solde au 31.12.2019	615 133	89 295	-	2 006	706 434
<b>VALEUR NETTE</b>	<b>5 199 412</b>	<b>11 567</b>	<b>47 121</b>	<b>-</b>	<b>5 258 100</b>

					2018
	DROITS DE SUPERFICIE	LOGICIELS	PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE	AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	TOTAL
<b>ACTIF BRUT :</b>					
Solde au 31.12.2017	5 801 426	94 267	47 121	2 006	5 944 820
Acquisitions	-	-	-	-	-
Transferts et mise au rebut	-	-	-	-	-
Solde au 31.12.2018	5 801 426	94 267	47 121	2 006	5 944 820
<b>AMORTISSEMENTS CUMULÉS :</b>					
Solde au 31.12.2017	580 447	82 524	-	1 727	664 698
Acquisitions	19 702	5 194	-	-	24 896
Transferts et mise au rebut	-	-	-	-	-
Solde au 31.12.2018	600 149	87 718	-	1 727	689 594
<b>VALEUR NETTE</b>	<b>5 201 277</b>	<b>6 549</b>	<b>47 121</b>	<b>279</b>	<b>5 255 226</b>

## 8. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

### 8.1. Information concernant les immobilisations corporelles

#### A. Bases d'évaluation :

Les immobilisations corporelles sont évaluées selon le modèle de coût, selon lequel un élément des immobilisations corporelles est comptabilisé à son coût diminué de toute dépréciation cumulée et de toutes pertes de valeur cumulées.

#### B. Méthode de dépréciation utilisée :

L'entreprise amortit les biens de ses immobilisations corporelles selon la méthode linéaire. D'après cette méthode, la dépréciation est constante pendant la durée de vie utile de l'actif si sa valeur résiduelle ne change pas.

#### C. Durées de vies utiles et taux de dépréciation utilisés :

Les dépréciations de l'exercice sont calculées conformément aux durées de vies utiles et aux taux d'amortissement moyens pour chaque poste :

IMMOBILISATIONS CORPORELLES	DURÉE DE VIE UTILE	TAUX D'AMORTISSEMENT
Terrains et ressources naturelles	-	-
Bâtiments et autres constructions	20 - 50	2 % - 5 %
Équipement de base	5 - 16	6,25 % - 20 %
Matériel de transport	6 - 12	8,33 % - 16,67 %
Fournitures administratives	6 - 25	4 % - 16,67 %
Autres immobilisations corporelles	6 - 16	6,25 % - 16,67 %

#### D/E. Rapprochement entre les valeurs comptables à l'ouverture et à la clôture de l'exercice :

								2019
	TERRAINS ET RESSOURCES NATURELLES	BÂTIMENTS ET AUTRES CONSTRUCTIONS	ÉQUIPEMENT DE BASE	MATÉRIEL DE TRANSPORT	FOURNITURES ADMINISTRATIVES	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	INVESTISSEMENTS EN COURS	TOTAL
<b>ACTIF BRUT :</b>								
Solde au 31.12.2018	2 622 286	24 687 177	80 460 873	23 354 713	1 900 615	1 376 165	18 158 912	152 560 741
Acquisitions	-	5 303	5 363 001	1 668 471	98 056	139 543	1 350 682	8 625 056
Cessions	-	-	(1 628 798)	(1 564 528)	-	-	-	(3 193 326)
Transferts et mise au rebut	-	763 925	14 073	(14 040)	-	-	(949 393)	(185 435)
Solde au 31.12.2019	2 622 286	25 456 405	84 209 149	23 444 616	1 998 671	1 515 708	18 560 201	157 807 036
<b>AMORTISSEMENTS CUMULÉS :</b>								
Solde au 31.12.2018	-	16 631 639	61 328 618	19 587 300	1 623 626	848 517	-	100 019 700
Acquisitions	-	479 840	2 669 543	622 757	46 076	154 930	-	3 973 146
Cessions	-	-	(1 484 485)	(1 581 173)	(4 616)	-	-	(3 070 274)
Transferts et mise au rebut	-	-	(152 669)	(14 040)	-	-	-	(166 709)
Solde au 31.12.2019	-	17 111 479	62 361 007	18 614 844	1 665 086	1 003 447	-	100 755 863
<b>VALEUR NETTE</b>	<b>2 622 286</b>	<b>8 344 926</b>	<b>21 848 142</b>	<b>4 829 772</b>	<b>333 585</b>	<b>512 261</b>	<b>18 560 201</b>	<b>57 051 173</b>

	TERRAINS ET RESSOURCES NATURELLES	BÂTIMENTS ET AUTRES CONSTRUCTIONS	ÉQUIPEMENT DE BASE	MATÉRIEL DE TRANSPORT	FOURNITURES ADMINISTRATIVES	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	INVESTISSEMENTS EN COURS	TOTAL
<b>ACTIF BRUT :</b>								
Solde au 31.12.2017	2 622 286	24 687 177	80 621 343	23 259 966	1 881 221	1 165 960	16 349 915	150 587 868
Acquisitions	-	-	1 280 367	1 093 833	19 394	235 173	2 951 551	5 580 318
Cessions	-	-	(2 226 785)	(613 972)	-	(435)	-	(2 841 192)
Transferts et mise au rebut	-	-	785 948	(385 114)	-	(24 533)	(1 142 554)	(766 253)
Solde au 31.12.2018	2 622 286	24 687 177	80 460 873	23 354 713	1 900 615	1 376 165	18 158 912	152 560 741
<b>AMORTISSEMENTS CUMULÉS :</b>								
Solde au 31.12.2017	-	15 926 530	58 228 261	19 562 313	1 566 768	700 219	-	95 984 091
Acquisitions	-	705 109	4 389 516	883 750	56 858	173 266	-	6 208 499
Cessions	-	-	(1 185 185)	(547 607)	-	(435)	-	(1 733 227)
Transferts et mise au rebut	-	-	(103 974)	(311 156)	-	(24 533)	-	(439 663)
Solde au 31.12.2018	-	16 631 639	61 328 618	19 587 300	1 623 626	848 517	-	100 019 700
<b>VALEUR NETTE</b>	<b>2 622 286</b>	<b>8 055 538</b>	<b>19 132 255</b>	<b>3 767 413</b>	<b>276 989</b>	<b>527 648</b>	<b>18 158 912</b>	<b>52 541 041</b>

## 8.2. Montant des dépenses comptabilisées dans la valeur comptable des immobilisations corporelles en cours de construction

DÉPENSES COMPTABILISÉES EN COURS DE CONSTRUCTION		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	31.12.2019	31.12.2018
Bâtiments et autres constructions	963 089	2 891 541
Équipement de base	387 593	15 736
Matériel de transport	-	44 274
Autres immobilisations corporelles	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>1 350 682</b>	<b>2 951 551</b>

## 8.3. Dépréciation comptabilisée dans le compte de résultat ou comme une partie du coût d'autres actifs au cours de l'exercice

IMMOBILISATIONS CORPORELLES	DÉPRÉCIATION COMPTABILISÉE DANS LE COMPTE DE RÉSULTAT 2019	DÉPRÉCIATION COMPTABILISÉE DANS LE COMPTE DE RÉSULTAT 2018
Bâtiments et autres constructions	479 840	705 109
Équipement de base	2 669 543	4 389 516
Matériel de transport	622 757	883 750
Fournitures administratives	46 076	56 858
Autres immobilisations corporelles	154 930	173 266
<b>TOTAL</b>	<b>3 973 146</b>	<b>6 208 499</b>

## 8.4. Amortissement cumulé à la fin de l'exercice

AMORTISSEMENT CUMULÉ	31.12.2019	31.12.2018
Bâtiments et autres constructions	17 111 479	16 631 639
Équipement de base	62 361 007	61 328 618
Matériel de transport	18 614 844	19 587 300
Fournitures administratives	1 665 086	1 623 626
Autres immobilisations corporelles	1 003 447	848 517
<b>TOTAL</b>	<b>100 755 863</b>	<b>100 019 700</b>

## 8.5. Éléments d'immobilisation corporelle en cours

Les valeurs les plus significatives figurant dans le poste « Investissements en cours », au 31 décembre 2019 et 2018, concernent les projets suivants :

	31.12.2019	31.12.2018
Bâtiments et autres constructions	18 559 886	17 873 868
Équipements	-	101 732
Matériel de transport	-	183 312
Autres actifs	315	-
<b>TOTAL</b>	<b>18 560 201</b>	<b>18 158 912</b>

## 8.6. Immobilisations corporelles par zone géographique

2019	ACTIF BRUT	AMORTISSEMENTS CUMULÉS	MONTANT NET
Portugal	49 038 866	32 590 728	16 448 138
Angola	82 556 598	50 938 259	31 618 339
Mozambique	10 471 000	4 925 526	5 545 474
Maroc	1 511 896	1 511 896	-
Botswana	60 163	48 647	11 516
Cap-Vert	4 476	2 834	1 642
Zambie	10 917 143	8 279 699	2 637 444
Malawi	1 775 252	1 383 560	391 692
Gabon	1 471 642	1 074 714	396 928
<b>TOTAL</b>	<b>157 807 036</b>	<b>100 755 863</b>	<b>57 051 173</b>

2018	ACTIF BRUT	AMORTISSEMENTS CUMULÉS	MONTANT NET
Portugal	44 612 321	32 747 340	11 864 981
Angola	82 720 635	50 456 625	32 264 010
Mozambique	8 617 030	4 339 950	4 277 080
Maroc	2 215 078	2 166 803	48 275
Botswana	60 163	48 445	11 718
Cap-Vert	4 476	2 834	1 642
Zambie	11 057 528	8 292 015	2 765 513
Malawi	1 801 868	1 123 039	678 829
Gabon	1 471 642	842 649	628 993
<b>TOTAL</b>	<b>152 560 741</b>	<b>100 019 700</b>	<b>52 541 041</b>

## 9. CONTRATS DE LOCATION

### 9.1. Contrats de location-financement - Locataires

#### A. Valeur comptable nette pour chaque catégorie d'actif au 31 décembre 2019 et 2018 :

	31.12.2019	31.12.2018
Équipement de base	4 178 738	970 669
Matériel de transport	2 618 762	1 464 896
<b>TOTAL</b>	<b>6 797 500</b>	<b>2 435 565</b>

**B. Rapprochement entre le total des paiements minimaux futurs au titre des contrats de location au 31 décembre 2019 et 2018 et leur valeur actuelle :**

	31.12.2019	31.12.2018
Paiements minimaux jusqu'à un an	1 982 108	895 291
Paiements minimaux de plus d'un an et de moins de 5 ans	4 226 871	1 676 094
Paiements minimaux de plus de 5 ans	-	-
<b>TOTAL DE PAIEMENTS MINIMAUX</b>	<b>6 208 979</b>	<b>2 571 385</b>
Paiement d'intérêts futurs	106 959	45 559
<b>VALEUR ACTUELLE DES RESPONSABILITÉS</b>	<b>6 102 020</b>	<b>2 525 826</b>

**C. Total des paiements minimaux futurs au titre des contrats de location à la date de clôture et leur valeur actuelle :**

	PAIEMENTS MINIMAUX		VALEUR ACTUELLE	
	31.12.2019	31.12.2018	31.12.2019	31.12.2018
Moins d'un an	1 982 108	895 291	1 932 060	872 467
Plus d'un an et moins de 5 ans	4 226 871	1 676 094	4 169 960	1 653 359
Plus de 5 ans	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>6 208 979</b>	<b>2 571 385</b>	<b>6 102 020</b>	<b>2 525 826</b>

## 10. PARTICIPATIONS DANS DES COENTREPRISES, DES FILIALES ET DES SOCIÉTÉS ASSOCIÉES

**10.1. Répartition des chiffres inscrits dans le poste « Participations financières - méthode de la mise en équivalence »**

	31.12.2019	31.12.2018
Filiales	4 792 395	7 299 185
Entités contrôlées conjointement	40 671	-
Sociétés associées	710 789	823 721
<b>TOTAL</b>	<b>5 543 856</b>	<b>8 122 906</b>

### 10.2. Filiales

**A. Liste et description des filiales :**

DESCRIPTION	TYPE DE PARTICIPATION	MÉTHODE UTILISÉE
Conduril - Gestão de Concessões de Infraestruturas, S.A.	100,00 %	Mise en équivalence
Edirio - Construções, S.A.	100,00 %	Mise en équivalence
Métis Engenharia, Lda.	99,00 %	Mise en équivalence
ENOP - Engenharia e Obras Públicas, Lda.	100,00 %	Mise en équivalence
Urano, Lda.	99,00 %	Mise en équivalence
Conduril Engenharia - Açores, S.A.	100,00 %	Mise en équivalence
Esquénio - Estudos e Projetos de Engenharia, S.A.	100,00 %	Mise en équivalence
Conduril Construction Zimbabwe (PVT) LTD	100,00 %	Mise en équivalence

## B. Valeur comptable et données sur les entités :

2019 DÉNOMINATION SOCIALE	VALEUR COMPTABLE	TOTAL DE L'ACTIF	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	TOTAL DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE
Conduril - Gestão de Concessões de Infraestruturas, S.A.	-	5 066 751	(495 585)	(1 205)
Edirio - Construções, S.A.	-	3 611 898	481 190	(382 931)
Métis Engenharia, Lda.	2 467 579	16 369 499	5 542 402	283 374
ENOP - Engenharia e Obras Públicas, Lda.	572 875	14 741 947	572 875	380 099
Urano, Lda.	827 182	5 292 352	2 260 658	300 400
Conduril Engenharia - Açores, S.A.	274 095	940 939	356 095	(10 727)
Esquénio - Estudos e Projetos de Engenharia, S.A.	51 075	175 745	51 075	1 075
Conduril Construction Zimbabwe (PVT) LTD	599 590	4 200 921	599 590	628 763
<b>TOTAL</b>	<b>4 792 395</b>			

En 2019, deux nouvelles sociétés détenues à 100 % par Conduril - Engenharia, S.A. ont été constituées.

2018 DÉNOMINATION SOCIALE	VALEUR COMPTABLE	TOTAL DE L'ACTIF	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	TOTAL DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE
Conduril - Gestão de Concessões de Infraestruturas, S.A.	-	5 074 002	(494 380)	(99 053)
Edirio - Construções, S.A.	151 621	3 274 896	164 121	4 812
Métis Engenharia, Lda.	5 041 220	23 724 501	5 092 141	18 081
ENOP - Engenharia e Obras Públicas, Lda.	193 654	15 912 859	193 653	271 363
Urano, Lda.	1 627 868	6 813 721	1 644 311	180 950
Conduril Engenharia - Açores, S.A.	284 822	699 889	284 822	(12 418)
<b>TOTAL</b>	<b>7 299 185</b>			

Associé à ces participations, les montants suivants concernant les financements accordés sont enregistrés, en 2019, dans le poste « Autres immobilisations financières » :

DÉNOMINATION SOCIALE	FINANCEMENTS ACCORDÉS	PERTES DE VALEUR CUMULÉES
Conduril - Gestão de Concessões de Infraestruturas, S.A.	336 000	336 000
Edirio - Construções, S.A.	712 500	231 310
ENOP - Engenharia e Obras Públicas, Lda.	16 117	-
Métis Engenharia, Lda.	3 049 838	-
Urano, Lda.	1 259 118	-
Conduril Engenharia - Açores, S.A.	82 000	-
<b>TOTAL</b>	<b>5 455 574</b>	<b>567 310</b>

## 10.3. Coentreprises

### A. Liste et description des participations significatives dans des coentreprises :

DESCRIPTION	TYPE DE COENTREPRISE	AUTRES PARTICIPANTS
Groupement Adriano, Jaime Ribeiro, Conduril - Construção, ACE	Entité contrôlée conjointement	Elevolution et Jaime Ribeiro e Filhos
Groupement CJA / Lot 3 - Construção ACE	Entité contrôlée conjointement	Elevolution et Jaime Ribeiro e Filhos
Groupement Túnel de Nador, Construção ACE	Entité contrôlée conjointement	Jaime Ribeiro e Filhos
RAL - Rodovias do Algarve Litoral, ACE	Entité contrôlée conjointement	Elevolution et Tecnovia
RBA - Rodovias do Baixo Alentejo, ACE	Entité contrôlée conjointement	Elevolution et Tecnovia

### B. Quote-part d'intérêt détenue et données sur les entités :

2019 DÉNOMINATION SOCIALE	QUOTE-PART D'INTÉRÊT DÉTENUE	VALEUR COMPTABLE	TOTAL DE L'ACTIF	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	TOTAL DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE
Groupement Adriano, Jaime Ribeiro, Conduril - Construção, ACE	33,33 %	-	12 407 607	(18 798 872)	135 332
Groupement CJA / Lot 3 - Construção ACE	33,33 %	-	n/d	n/d	n/d
Groupement Túnel de Nador, Construção ACE	50 %	-	8 818 385	(1 036 855)	(42 050)
RAL - Rodovias do Algarve Litoral, ACE	16,67 %	40 671	3 929 418	243 980	(289 841)
RBA - Rodovias do Baixo Alentejo, ACE	17,86 %	-	923 493	(2 246 197)	(5 589 899)
<b>TOTAL</b>		<b>40 671</b>			

2018 DÉNOMINATION SOCIALE	QUOTE-PART D'INTÉRÊT DÉTENUE	VALEUR COMPTABLE	TOTAL DE L'ACTIF	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	TOTAL DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE
Groupement Adriano, Jaime Ribeiro, Conduril - Construção, ACE	33,33 %	-	11 892 929	(19 094 444)	(357 356)
Groupement CJA / Lot 3 - Construção ACE	33,33 %	-	n/d	n/d	n/d
Groupement Túnel de Nador, Construção ACE	50 %	-	8 818 033	(990 527)	(216 288)
RAL - Rodovias do Algarve Litoral, ACE	16,67 %	-	3 901 636	(4 814 426)	(1 271 121)
RBA - Rodovias do Baixo Alentejo, ACE	17,86 %	-	5 799 750	(4 972 003)	(1 535 752)
<b>TOTAL</b>		<b>-</b>			

À la date de la préparation des états financiers, ceux du Groupement CJA / Lot 3 - Construção ACE n'étaient pas disponibles.

### C. Méthode utilisée pour comptabiliser les participations dans des coentreprises :

Les participations dans des entreprises contrôlées conjointement ont été comptabilisées dans les états financiers selon la méthode de la mise en équivalence, de la date à laquelle le contrôle est partagé. D'après cette méthode, l'investissement est initialement comptabilisé au coût et la valeur comptabilisée est ajustée en fonction de la valeur qui correspond à la quote-part détenue dans le résultat net, des dividendes perçus et des variations dans les capitaux propres.

## 10.4. Sociétés associées

### A. Liste et description des sociétés associées :

DESCRIPTION	PARTICIPATION	MÉTHODE UTILISÉE
Rotas do Algarve Litoral, S.A.	23,64 %	Mise en équivalence
SPER - Sociedade Portuguesa para a Construção e Exploração Rodoviária, S.A.	21,85 %	Mise en équivalence
Planestrada - Operação e Manutenção Rodoviária, S.A.	33,33 %	Mise en équivalence
Marestrada - Operação e Manutenção Rodoviária, S.A.	33,33 %	Mise en équivalence

### B. Valeur comptable et données sur les entités :

2019 DÉNOMINATION SOCIALE	VALEUR COMPTABLE	TOTAL DE L'ACTIF	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	TOTAL DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE
Rotas do Algarve Litoral, S.A.	-	176 237 035	(3 226 340)	(10 936 496)
SPER - Sociedade Portuguesa para a Construção e Exploração Rodoviária, S.A.	-	326 818 452	(16 308 301)	4 922 123
Planestrada - Operação e Manutenção Rodoviária, S.A.	547 581	2 641 830	1 642 907	793 496
Marestrada - Operação e Manutenção Rodoviária, S.A.	163 208	2 799 062	489 674	(345 790)
<b>TOTAL</b>	<b>710 789</b>			

2018 DÉNOMINATION SOCIALE	VALEUR COMPTABLE	TOTAL DE L'ACTIF	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	TOTAL DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE
Rotas do Algarve Litoral, S.A.	-	179 633 938	15 852 232	(10 227 909)
SPER - Sociedade Portuguesa para a Construção e Exploração Rodoviária, S.A.	-	292 374 039	(8 626 182)	7 423 213
Planestrada - Operação e Manutenção Rodoviária, S.A.	414 000	2 621 733	1 242 123	1 182 123
Marestrada - Operação e Manutenção Rodoviária, S.A.	409 720	3 558 915	1 229 287	434 401
<b>TOTAL</b>	<b>823 720</b>			

Associé à ces participations, les montants suivants concernant les financements accordés sont enregistrés, en 2019, dans le poste « Autres immobilisations financières » :

DÉNOMINATION SOCIALE	FINANCEMENTS ACCORDÉS	PERTES DE VALEUR CUMULÉES
Rotas do Algarve Litoral, S.A.	11 396 123	20 000
SPER - Sociedade Portuguesa para a Construção e Exploração Rodoviária, S.A.	17 408 516	20 000
<b>TOTAL</b>	<b>28 804 639</b>	<b>40 000</b>

## 10.5. Revenus / pertes dans des filiales et des coentreprises

REVENUS / PERTES DANS DES FILIALES ET DES COENTREPRISES	31.12.2019	31.12.2018
Charges et pertes dans des filiales, des sociétés associées et des coentreprises	(1 577 813)	171 942
Revenus et produits dans des filiales, des sociétés associées et des coentreprises	1 734 872	1 056 217
Suppression de revenus liés à la vente d'immobilisations corporelles à des succursales	251 141	263 312
Suppression de charges liées à la vente d'immobilisations corporelles à des succursales	(888)	-
Provisions pour des pertes dans des entreprises du groupe (Note 14)	-	(722 191)
<b>TOTAL</b>	<b>407 312</b>	<b>769 279</b>

## 11. STOCKS

### 11.1. Méthodes comptables adoptées pour évaluer les stocks et méthode de détermination du coût utilisée

Les stocks sont évalués au coût ou à la valeur nette de réalisation, si cette dernière est inférieure. Le coût comprend tous les coûts d'acquisition, les coûts de transformation et les autres coûts encourus pour amener les stocks dans l'état où ils se trouvent. Les coûts d'acquisition comprennent le prix d'achat, les droits de douane et d'autres taxes, ainsi que les frais de transport, les frais de manutention, les rabais commerciaux, les remises et d'autres éléments similaires. Les coûts de transformation comprennent les coûts directement liés aux unités de production, tels que la main-d'œuvre directe. Ils comprennent également l'affectation systématique des frais généraux de production fixes et variables qui sont encourus pour transformer les matières premières en produits finis. L'affectation des frais généraux de production est fondée sur la capacité normale des installations de production.

L'entreprise évalue ses stocks selon la méthode de détermination du coût moyen pondéré, qui suppose que le coût de chaque élément est déterminé en fonction du coût moyen pondéré d'éléments similaires à l'ouverture d'un exercice et du coût d'éléments similaires achetés ou produits au cours de l'exercice.

### 11.2. Valeur comptable totale des stocks et la valeur comptable par catégories appropriées

La valeur comptable des stocks est ventilée comme suit :

STOCKS	31.12.2019	31.12.2018
Matières premières et fournitures consommables	12 199 703	12 465 277
Marchandises	9 646	9 646
Produits finis et intermédiaires	129 375	129 375
Produits et travaux en cours	-	-
	12 338 724	12 604 298
Pertes de valeur	(873 109)	(873 109)
<b>TOTAL</b>	<b>11 465 615</b>	<b>11 731 189</b>

### 11.3. Montant des stocks comptabilisé en charges au cours de l'exercice

La valeur des stocks comptabilisée en charges au cours de l'exercice a été la suivante :

	MARCHANDISES		MATIÈRES PREMIÈRES ET FOURNITURES CONSOMMABLES	
	31.12.2019	31.12.2018	31.12.2019	31.12.2018
Stock initial	9 646	27 806	11 592 168	10 949 077
Pertes de valeur sur stocks				
Achats			35 721 200	26 532 738
Reclassement et régularisation de stocks	-	(18 160)		
Stock final	(9 646)	(9 646)	(11 326 594)	(11 592 168)
<b>CHARGES DE L'EXERCICE</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>35 986 774</b>	<b>25 889 647</b>

	PRODUITS FINIS ET INTERMÉDIAIRES		PRODUITS ET TRAVAUX EN COURS	
	31.12.2019	31.12.2018	31.12.2019	31.12.2018
Stock initial - décembre 2018	129 375	129 375	-	-
Pertes de valeur cumulées	-	-	-	-
Stock final - décembre 2019	(129 375)	(129 375)	-	-
<b>VARIATION DES STOCKS DE LA PRODUCTION</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

#### 11.4. Montant des pertes de valeur sur stocks comptabilisé dans le résultat de l'exercice

La valeur des pertes de valeur comptabilisées dans le résultat de l'exercice a été la suivante :

PERTES DE VALEUR SUR STOCKS	31.12.2019	31.12.2018
Marchandises	-	-
Matières premières et fournitures consommables	-	25 307
Produits finis et intermédiaires	-	-
Produits et travaux en cours	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>-</b>	<b>25 307</b>

#### 11.5. Mouvement des pertes de valeur sur stocks au cours de l'exercice

MATIÈRES PREMIÈRES ET FOURNITURES CONSOMMABLES	
<u>PERTES DE VALEUR CUMULÉES AU 31.12.2018</u>	873 109
Apport	-
Reprise	-
Utilisation	-
<b>PERTES DE VALEUR CUMULÉES AU 31.12.2019</b>	<b>873 109</b>

MATIÈRES PREMIÈRES ET FOURNITURES CONSOMMABLES	
<u>PERTES DE VALEUR CUMULÉES AU 31.12.2017</u>	847 802
Apport	25 307
Reprise	-
Utilisation	-
<b>PERTES DE VALEUR CUMULÉES AU 31.12.2018</b>	<b>873 109</b>

## 12. CONTRATS DE CONSTRUCTION

#### 12.1. Montant du produit du contrat comptabilisé en produit de l'exercice

Le produit de chaque contrat de construction comprend le montant initial du produit convenu, ainsi que les variations dans les travaux, les réclamations et le versement de primes dans la mesure où ils sont susceptibles de donner lieu à des produits et où ils peuvent être mesurés de façon fiable. Le 31 décembre 2019 et 2018, la valeur des produits comptabilisés en produit de l'exercice est la suivante :

OUVRAGE / CONTRAT	PRODUIT DE 2019	PRODUIT DE 2018
Contrats de construction	143 931 123	116 378 487
<b>TOTAL</b>	<b>143 931 123</b>	<b>116 378 487</b>

## 12.2. Méthodes utilisées pour déterminer le produit du contrat comptabilisé au cours de l'exercice

La comptabilisation du produit de l'exercice est effectuée selon la méthode du pourcentage d'avancement. D'après cette méthode, le produit est rattaché aux coûts encourus pour parvenir au degré d'avancement. Le produit du contrat est comptabilisé en produit dans le compte de résultat des exercices comptables au cours desquels les travaux sont exécutés. Lorsqu'il est impossible d'estimer le résultat du contrat de façon fiable, le produit est comptabilisé dans la limite des charges du contrat qui ont été encourues et qui seront probablement recouvrables.

## 12.3. Méthodes utilisées pour déterminer le degré d'avancement des contrats en cours

Pour déterminer le degré d'avancement d'un contrat, on utilise la méthode qui mesure de façon la plus fiable les travaux exécutés. Les méthodes utilisées pour déterminer le degré d'avancement peuvent varier selon la nature du contrat, comme suit :

- Le rapport existant entre les charges encourues pour les travaux exécutés jusqu'à la date considérée et les charges totales estimées du contrat ;
- Des examens des travaux exécutés ;
- Conclusion, en termes physiques, d'une partie des travaux exécutés.

## 12.4. Information relative aux contrats de construction en cours

2019	CHARGES EN COURUES	PRODUITS COMPTABILISÉS	AVANCES PERÇUES	RETENUES
Contrats en cours	203 885 656	258 319 662	5 214 208	309 090
<b>TOTAL</b>	<b>203 885 656</b>	<b>258 319 662</b>	<b>5 214 208</b>	<b>309 090</b>

2018	CHARGES EN COURUES	PRODUITS COMPTABILISÉS	AVANCES PERÇUES	RETENUES
Contrats en cours	241 386 738	321 092 537	3 274 705	910 168
<b>TOTAL</b>	<b>241 386 738</b>	<b>321 092 537</b>	<b>3 274 705</b>	<b>910 168</b>

# 13. PRODUITS

## 13.1. Méthodes comptables adoptées pour comptabiliser le produit, incluant les méthodes adoptées pour déterminer le degré d'avancement des transactions impliquant la prestation de services

L'entreprise comptabilise les produits en fonction des critères suivants :

**A. Ventes** – elles sont comptabilisées dans le compte de résultat lorsque l'acheteur s'est vu transférer les risques et les bénéfices inhérents à la propriété des actifs, lorsqu'une implication continue dans la gestion à un degré généralement associé à la propriété cesse d'exister, lorsque le montant des produits peut être évalué de façon raisonnable, lorsqu'il est probable que les bénéfices économiques associés à la transaction vont à l'entité et lorsque les charges encourues ou à encourir concernant la transaction peuvent être mesurées de façon fiable.

**B. Prestations de services** – elles sont comptabilisées dans le compte de résultat en fonction du degré d'avancement de la prestation de services à la date de clôture.

**C. Intérêts** – ils sont comptabilisés conformément à la méthode du taux d'intérêt effectif.

**D. Dividendes** – ils sont comptabilisés lorsque le droit de l'actionnaire de percevoir le paiement est établi.

**13.2. Montant de chaque catégorie importante de produit comptabilisée au cours de l'exercice, incluant le produit provenant de :**

	31.12.2019	31.12.2018
Ventes de biens	2 434	40 823
Prestations de services	146 738 716	119 659 428
Intérêts	2 693 455	2 656 666
Dividendes	118 586	800 907
<b>TOTAL</b>	<b>149 553 190</b>	<b>123 157 824</b>

## 14. PROVISIONS, PASSIFS ÉVENTUELS ET ACTIFS ÉVENTUELS

### 14.1. Provisions

L'entreprise comptabilise une provision lorsque, cumulativement, il existe une obligation actuelle résultant d'un événement passé ; lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation ; et lorsque le montant de l'obligation peut être estimé de façon fiable.

Au cours de l'exercice écoulé le 31 décembre 2019, les mouvements suivants concernant les provisions ont eu lieu :

PROVISIONS	SOLDE INITIAL	APPORTS	REPRISE	VARIATION DE TAUX DE CHANGE	SOLDE FINAL
Garanties fournies à des clients	2 416 744	614 869	(291 987)	-	2 739 626
Autres provisions	153 286	5 127	(153 372)	85	5 126
	2 570 030	619 996	(445 359)	85	2 744 752
Immobilisations financières (Note 10)	9 043 386	25 370	(1 387 908)	-	7 680 848
<b>TOTAL</b>	<b>11 613 416</b>	<b>645 366</b>	<b>(1 833 267)</b>	<b>85</b>	<b>10 425 600</b>

Au cours de l'exercice écoulé le 31 décembre 2018, les mouvements suivants concernant les provisions ont eu lieu :

PROVISIONS	SOLDE INITIAL	APPORTS	REPRISE	VARIATION DE TAUX DE CHANGE	SOLDE FINAL
Garanties fournies à des clients	2 287 428	453 088	(323 772)	-	2 416 744
Autres provisions	3 293	172 466	(22 545)	72	153 286
	2 290 721	625 554	(346 317)	72	2 570 030
Immobilisations financières (Note 10)	8 321 195	769 594	(47 403)	-	9 043 386
<b>TOTAL</b>	<b>10 611 916</b>	<b>1 395 148</b>	<b>(393 720)</b>	<b>72</b>	<b>11 613 416</b>

Les provisions destinées aux immobilisations financières concernent des filiales dans le cadre de l'application de la méthode de la mise en équivalence, notamment le Groupement Adriano, Jaime Ribeiro, Conduril - Construção, ACE, Conduril - Gestão de Concessões de Infraestruturas, S.A., le Groupement Túnel de Nador, Construção ACE et RBA - Rodovias do Baixo Alentejo, ACE.

### 14.2. Procédures contentieuses

Suite aux différentes procédures contentieuses actives, l'entreprise est convaincue que le risque de perdre la cause est peu probable et que l'issue de celles-ci n'affectera pas sa situation financière d'une manière matérielle - une conviction qui est réaffirmée par notre Bureau juridique interne et par les conseillers juridiques et fiscaux.

### 14.3. Garanties fournies

Le 31 décembre 2019, l'entreprise avait assumée des responsabilités pour les garanties prêtées pour un montant de 80 483 265 euros (le 31 décembre 2018, le montant s'élevait à 56 258 904 euros).

Les garanties bancaires ont été fournies principalement à des fins d'appels d'offres, en tant que garantie financière et de bonne exécution des ouvrages.

#### 14.4. Gestion des risques financiers

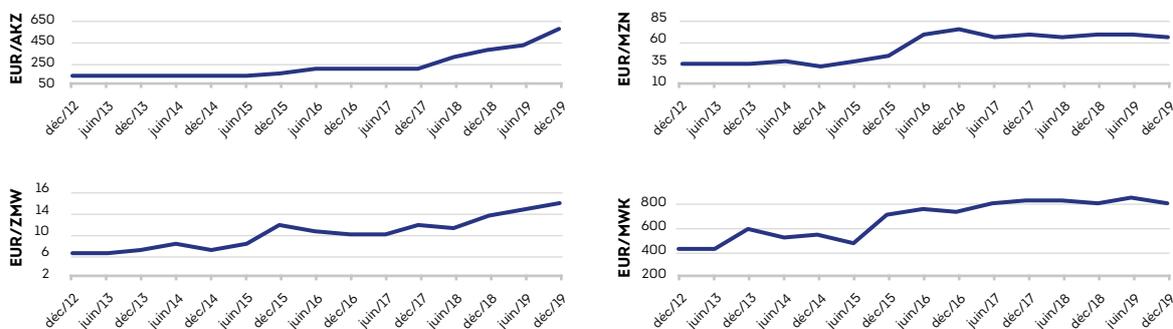
##### A. Principes généraux

L'activité de Conduril est exposée à une diversité de risques financiers, tels que le risque de taux de change, le risque de taux d'intérêt, le risque de crédit et le risque de liquidité. Ces risques découlent de l'incertitude des marchés financiers, qui se reflète dans la capacité de projection en matière de flux de trésorerie et de rendements. La politique de gestion des risques de Conduril est un processus permanent et évolutif visant à mettre en place sa stratégie, tout en cherchant à minimiser d'éventuels effets défavorables découlant de ces incertitudes qui caractérisent les marchés financiers.

##### B. Risque de taux de change

Localisée majoritairement en Afrique (Angola, Mozambique, Zambie, Malawi et Gabon), l'activité de Conduril est exposée au risque de taux de change des monnaies de ces pays. Pour faire face à ce risque, les contrats sont, chaque fois que cela est possible, effectués en USD/EUR. L'évolution des monnaies kwanza, metical, kwacha zambien et kwacha malawien face à l'euro a un impact sur les états financiers, les instruments financiers de couverture pour ces monnaies étant limités ou inexistants.

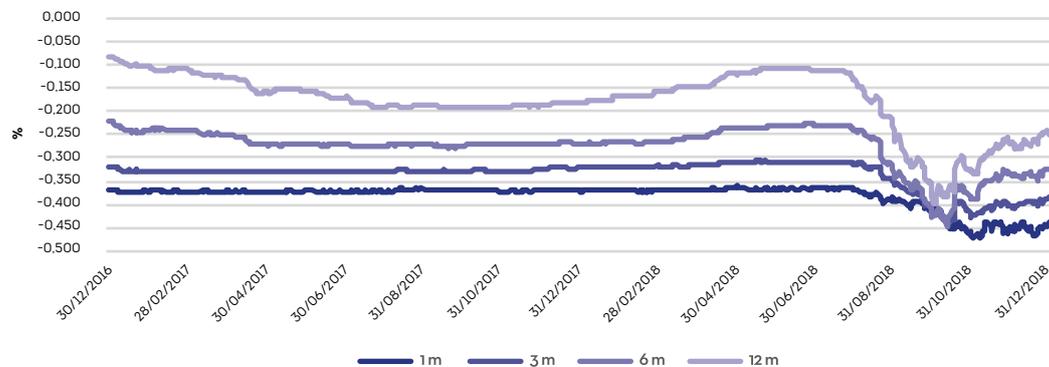
#### Évolution du taux de change



##### C. Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt résulte principalement de l'endettement indexé à des taux variables. Au cours de l'année 2019, compte tenu des perspectives d'évolution du taux d'intérêt, nous avons contractualisé un financement indexé à une couverture de celui-ci. Nous suivons toujours cette question de près afin de pouvoir prendre en temps opportun les mesures nécessaires pour réduire l'impact de cette variable sur nos financements.

#### Évolution du taux Euribor



#### D. Risque de crédit

L'exposition de Conduril au risque de crédit est majoritairement liée aux créances découlant de son activité opérationnelle : créances résultant des ventes et de prestations de services à des clients. La gestion de ce risque a pour objectif d'assurer le recouvrement effectif des crédits dans les délais établis, sans menacer l'équilibre financier de l'entreprise. Ce risque est surveillé régulièrement, l'objectif de la gestion étant :

- i. d'évaluer le client selon des procédures internes qui obligent à analyser soigneusement les entités et les montants concernés. Nous avons également recours à des entités d'information et de profils de risque de crédit disponibles sur le marché ;
- ii. de limiter le crédit accordé à des clients, eu égard au délai de paiement de chaque client ;
- iii. de surveiller l'évolution du niveau de crédit accordé ;
- iv. d'analyser régulièrement la dépréciation des créances.

#### E. Risque de liquidité

Le risque de liquidité est défini comme le risque du manque de capacité pour régler ou remplir les obligations dans le délai établi et pour un prix raisonnable. Un instrument essentiel pour la gestion du risque de liquidité est le plan de trésorerie global annuel, établi sur la base des plans de trésorerie de chaque établissement, mis à jour chaque mois. L'existence de liquidité implique la définition de paramètres de gestion de cette liquidité permettant de maximiser le retour et de minimiser les coûts d'opportunité liés à la possession de cette liquidité de façon fiable et efficace.

La gestion des risques chez Conduril a pour objectif :

- Liquidité – assurer l'accès permanent et efficace à des fonds suffisants pour faire face aux paiements courants aux dates d'échéance respectives ;
- Sécurité – réduire la probabilité de défaillance dans le remboursement de toute utilisation de fonds ; et
- Efficacité financière – assurer la réduction au minimum du coût d'opportunité lié à la possession de liquidité excédentaire à court terme.

Conduril a pour politique de concilier l'échéance des actifs et des passifs, en gérant les maturités respectives de manière équilibrée.

Pour politique, puisqu'elle gère son exposition au risque de liquidité, Conduril assure le recours à des instruments de facilité de crédit de natures diverses et à montants appropriés aux spécificités de ses besoins, tout en assurant des niveaux confortables de liquidité. La politique de l'entreprise est de contractualiser ces facilités sans aucune garantie.

## 15. EFFET DES VARIATIONS DES COURS DES MONNAIES ÉTRANGÈRES

### 15.1. Différences de change comptabilisées dans le compte de résultat

	31.12.2019	31.12.2018
Différences de change défavorables		
- Autres charges	11 000 415	7 135 907
<b>TOTAL</b>	<b>11 000 415</b>	<b>7 135 907</b>
Différences de change favorables		
- Autres revenus	2 419 830	3 000 522
<b>TOTAL</b>	<b>2 419 830</b>	<b>3 000 522</b>

## 15.2. Différences de change nettes inscrites dans une composante distincte des capitaux propres

DIFFÉRENCES DE CHANGE COMPTABILISÉES DANS LES CAPITAUX PROPRES	
Solde au 31.12.2018	(9 974 400)
Différences de change défavorables	(3 819 735)
Différences de change favorables	-
<b>Solde au 31.12.2019</b>	<b>(13 794 135)</b>

DIFFÉRENCES DE CHANGE COMPTABILISÉES DANS LES CAPITAUX PROPRES	
Solde au 31.12.2017	(4 252 250)
Différences de change défavorables	(5 722 150)
Différences de change favorables	-
<b>Solde au 31.12.2018</b>	<b>(9 974 400)</b>

## 16. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE

### 16.1. Mise à jour de l'information sur les conditions à la date de clôture

Aucune information n'a été reçue entre la date de clôture et la publication des états financiers concernant des conditions qui existaient à la date de clôture, ne donnant pas lieu à des ajustements des montants comptabilisés dans ces états financiers.

### 16.2. Autorisation pour publication

Ces états financiers ont été approuvés par le Conseil d'administration, lors de la réunion du 4 mars 2020. Le Conseil d'administration considère que ces états financiers donnent une image fidèle des opérations de l'entreprise, ainsi que de sa situation et performance financières et de ses flux de trésorerie.

## 17. QUESTIONS ENVIRONNEMENTALES

### 17.1. Description des bases d'évaluation adoptées, ainsi que des méthodes utilisées pour calculer les ajustements de valeur

En vertu de son activité, il relève de la responsabilité légale/contractuelle de l'entreprise de prévenir, réduire ou réparer les dommages occasionnés à l'environnement. Pour respecter cette obligation, au cours de l'exercice écoulé le 31 décembre 2019, les charges encourues par l'entreprise se sont chiffrées à 97 227 euros (par rapport à la période correspondante de l'année précédente, elles se sont élevées à 71 850 euros).

Pour mesurer les dépenses environnementales, l'entreprise comptabilise les charges effectivement encourues au cours de l'exercice.

### 17.2. Dépenses environnementales affectées dans le compte de résultat

Toutes les dépenses environnementales doivent être considérées dans le compte de résultat lorsqu'il s'agit de charges encourues au cours de l'exercice, c'est-à-dire, lorsqu'elles n'ont pas pour objectif de prévenir des dommages futurs ou d'assurer des bénéfices futurs.

Les dépenses environnementales affectées dans le compte de résultat sont, ainsi, liées à des activités passées ou courantes et à la remise de l'environnement en son état avant la contamination.

MONTANT AFFECTÉ DANS LE COMPTE DE RÉSULTAT	
Traitement des déchets	97 227
<b>TOTAL</b>	<b>97 227</b>

## 18. IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES

### 18.1. Composantes principales des charges / produits d'impôt

	31.12.2019	31.12.2018
Impôts courants et ajustements :		
Impôts courants de l'exercice	8 987 938	9 309 390
	8 987 938	9 309 390
Impôt différé :		
Impôt différé lié à des différences temporelles	(42 597)	239 916
	(42 597)	239 916
<b>CHARGES D'IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES</b>	<b>8 945 341</b>	<b>9 549 306</b>

L'impôt courant ou différé doit être directement porté au débit ou au crédit des capitaux propres si l'impôt est lié à des éléments directement portés au débit ou au crédit des capitaux propres, au cours du même exercice ou d'un exercice différent.

Au cours de l'exercice écoulé le 31 décembre 2019 et 2018, aucun impôt différé n'a été directement porté au débit ou au crédit des capitaux propres.

### 18.2. Relation entre les charges / produits d'impôt et le bénéfice comptable

RAPPROCHEMENT DU TAUX EFFECTIF D'IMPÔT	31.12.2019	31.12.2018
Résultat avant impôts	11 406 479	12 594 504
Charges d'impôt sur les bénéfices	8 945 341	9 549 306
Taux effectif d'impôt	78,42 %	75,82 %
<b>Taux nominal d'impôt (21 % au Portugal et 30 % en Angola en 2018 et 2019)</b>	<b>3 365 860</b>	<b>4 589 997</b>
<b>AJUSTEMENTS :</b>		
Taux différenciés d'impôt et effet de la double imposition	379 902	1 727 428
Application de la méthode de la mise en équivalence	156 759	(83 254)
Ajustements des valeurs des actifs non déductibles	-	5 331
Charges non acceptées comme des coûts fiscaux	3 555 204	2 922 374
Provisions non acceptées comme des charges	7 833	33 675
Reprises de provisions non imposées	-	-
Restitution / Insuffisance d'impôt	-	15 233
Autres revenus non imposés	(3 859 857)	(3 628 504)
Pertes fiscales diminuées au cours de l'exercice	(206 300)	(609 341)
Pertes fiscales générées au cours de l'exercice	2 770 578	4 796 269
Impositions autonomes	456 894	244 663
Auantages fiscaux	-	(1 835)
Impôt différé découlant d'exercices précédents	(42 597)	239 916
Différences de change non imposées	1 884 158	(722 796)
Double imposition internationale	-	-
Autres	476 907	20 150
	<b>5 579 481</b>	<b>4 959 309</b>
<b>CHARGES D'IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES</b>	<b>8 945 341</b>	<b>9 549 306</b>

Pour l'exercice écoulé le 31 décembre 2019 et 2018, en vertu de l'article 54-A du Code portugais de l'impôt sur le revenu des personnes morales (IRC), l'entreprise a décidé de ne pas inclure le bénéfice imposable de la succursale d'Angola.

### 18.3. Détail de l'impôt différé

Le 31 décembre 2019, les actifs et les passifs d'impôt différé sont détaillés comme suit :

ACTIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ	SOLDE INITIAL	AUTRES VARIATIONS	APPORT	REPRISE	SOLDE FINAL
Pertes fiscales	-	-	88 998	-	88 998
Autres	-	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>88 998</b>	<b>-</b>	<b>88 998</b>

PASSIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ	SOLDE INITIAL	AUTRES VARIATIONS	APPORT	REPRISE	SOLDE FINAL
Écarts de réévaluation	940 757	-	-	(43 776)	896 981
Revenu imposable	-	-	88 998	-	88 998
Dépréciations non acceptées	416 171	(56 083)	1 180	-	361 268
<b>TOTAL</b>	<b>1 356 928</b>	<b>(56 083)</b>	<b>90 178</b>	<b>(43 776)</b>	<b>1 347 247</b>

Le 31 décembre 2018, les actifs et les passifs d'impôt différé sont détaillés comme suit :

ACTIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ	SOLDE INITIAL	AUTRES VARIATIONS	APPORT	REPRISE	SOLDE FINAL
Pertes fiscales	-	-	-	-	-
Autres	103 713	(12 659)	-	(91 054)	-
<b>TOTAL</b>	<b>103 713</b>	<b>(12 659)</b>	<b>-</b>	<b>(91 054)</b>	<b>-</b>

PASSIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ	SOLDE INITIAL	AUTRES VARIATIONS	APPORT	REPRISE	SOLDE FINAL
Écarts de réévaluation	984 946	-	-	(44 189)	940 757
Dépréciations non acceptées	254 140	(31 020)	193 051	-	416 171
<b>TOTAL</b>	<b>1 239 086</b>	<b>(31 020)</b>	<b>193 051</b>	<b>(44 189)</b>	<b>1 356 928</b>

## 19. INSTRUMENTS FINANCIERS

### 19.1. Bases d'évaluation

La politique de l'entreprise est de comptabiliser un actif, un passif financier ou un instrument de capitaux propres que lorsqu'il prend part aux dispositions contractuelles de l'instrument.

L'entreprise mesure au coût ou au coût amorti, diminué de toute perte de valeur, les instruments financiers ayant une échéance définie, dont les retours ont un montant fixe, un taux d'intérêt fixe sur la durée de vie de l'instrument ou un taux variable en cas de taux de référence typique du marché pour des opérations de financement (tels que, par exemple, le taux Euribor), ou incluant un *spread* sur ce taux de référence, et ne comportant aucune clause contractuelle pouvant entraîner une perte de valeur nominale et d'intérêt cumulé pour son détenteur (sauf les cas de risque de crédit).

Les contrats pour accorder ou obtenir un emprunt sur une base nette, les instruments de capitaux propres ne faisant pas appel public et dont la juste valeur ne peut être obtenue de manière fiable, ainsi que les contrats associés à ces instruments qui, lorsque exécutés donnent lieu à la livraison de ces instruments, sont aussi mesurés au coût ou au coût amorti, diminué de toute perte de valeur.

Tous les instruments financiers qui ne sont pas mesurés au coût ou au coût amorti, diminués de toute perte de valeur, sont mesurés à la juste valeur.

L'entreprise ne prend pas en compte les charges de transaction dans l'évaluation initiale de l'actif ou du passif financier mesuré à sa juste valeur avec contrepartie dans le compte de résultat.

En tant que détentrice d'un instrument financier, la politique d'évaluation ne sera pas modifiée.

### 19.2. Actifs et passifs financiers

Actifs financiers avec comptabilisation de pertes de valeur :

	31.12.2019		31.12.2018	
	VALEUR COMPTABLE	PERTE DE VALEUR CUMULÉE	VALEUR COMPTABLE	PERTE DE VALEUR CUMULÉE
Créances clients, compte courant	108 583 253	-	114 925 890	-
Créances clients, avec garanties	3 620 234	-	2 937 428	-
Créances douteuses	2 045 632	(2 045 632)	2 157 877	(2 157 877)
<b>TOTAL</b>	<b>114 249 119</b>	<b>(2 045 632)</b>	<b>120 021 195</b>	<b>(2 157 877)</b>

### 19.3. Financements obtenus

Le 31 décembre 2019 et 2018, le poste « Financements obtenus » était distribué comme suit :

FINANCEMENTS OBTENUS	31.12.2019	31.12.2018
Comptes cautionnés	8 567 902	4 618 249
Emprunts bancaires	27 246 701	24 497 516
Billet de trésorerie	20 800 000	13 000 000
Contrats de location-financement	6 102 020	2 525 825
Affacturage	774 442	2 742 525
Découverts bancaires souscrits	2 864 830	98
<b>TOTAL</b>	<b>66 355 895</b>	<b>47 384 213</b>

### 19.4. Participations financières enregistrées au coût et autres immobilisations financières

Les immobilisations financières dans des filiales, des sociétés associées et des entités contrôlées conjointement sont enregistrées par la méthode de la mise en équivalence (Note 10). Les autres immobilisations financières sont enregistrées au coût d'acquisition ou, dans le cas des financements accordés, à la valeur nominale. Une évaluation des immobilisations financières est effectuée lorsqu'il existe des indices que l'actif a pu perdre de la valeur, les pertes de valeur démontrées étant enregistrées comme des charges. Les revenus résultant d'immobilisations financières (dividendes ou bénéfices distribués) sont enregistrés dans le compte de résultat de l'exercice au cours duquel sa distribution est décidée et annoncée.

Le 31 décembre 2019 et 2018, le détail des participations financières enregistrées par le modèle du coût et d'autres immobilisations financières est comme suit :

	31.12.2019			31.12.2018		
	PARTICIPATION FINANCIÈRE	EMPRUNTS ACCORDÉS		PARTICIPATION FINANCIÈRE	EMPRUNTS ACCORDÉS	
		COÛT	PERTE DE VALEUR CUMULÉE		COÛT	PERTE DE VALEUR CUMULÉE
Rotas do Algarve Litoral, S.A.	-	11 396 123	(20 000)	-	11 396 123	(20 000)
SPER - Sociedade Portuguesa para a Construção e Exploração Rodoviária, S.A.	-	17 408 516	(20 000)	-	17 408 516	(20 000)
Garual	1 682	-	-	1 682	-	-
Lisgarante	1 682	-	-	1 682	-	-
Norgarante	18 877	-	-	18 877	-	-
BAI - Banco Africano Investimento	341 375	-	-	341 375	-	-
Lusitânia Seguros	76 815	-	-	76 815	-	-
Edirio - Construções, S.A.	-	712 500	(231 310)	-	12 500	-
Conduril - Gestão de Concessões de Infraestruturas, S.A.	-	336 000	(336 000)	-	336 000	(336 000)
Métis Engenharia, Lda.	-	3 049 838	-	-	-	-
Urano, Lda.	-	1 259 118	-	-	-	-
Conduril Engenharia - Açores, S.A.	-	82 000	-	-	-	-
ENOP - Engenharia e Obras Públicas, Lda.	-	16 118	-	-	15 806	-
Autres - Titres de dette publique	57 578 234	-	-	54 993 624	-	-
Autres - FCT	39 370	-	-	34 222	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>58 058 035</b>	<b>34 260 213</b>	<b>(607 310)</b>	<b>55 468 278</b>	<b>29 168 945</b>	<b>(376 000)</b>
AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES		91 710 938			84 261 223	

## 19.5. Charges et revenus totaux des intérêts pour les actifs et les passifs financiers

La méthode du taux d'intérêt effectif a été utilisée pour calculer le coût amorti d'un actif financier ou d'un passif financier et affecter les revenus ou les charges des intérêts au cours de l'exercice. D'après cette méthode, les revenus totaux des intérêts pour les actifs financiers et les charges totales des intérêts pour les passifs financiers sont ventilés comme suit :

### A. Revenus d'intérêts pour les actifs financiers :

ACTIFS FINANCIERS	31.12.2019	31.12.2018
Dépôts en banque	2 693 237	2 656 321
Autres	218	345
<b>TOTAL</b>	<b>2 693 455</b>	<b>2 656 666</b>

### B. Charges d'intérêts pour les passifs financiers :

PASSIFS FINANCIERS	31.12.2019	31.12.2018
Financements	3 310 602	5 705 651
Contrats de location-financement	37 664	18 115
Autres	2 866	1 740
<b>TOTAL</b>	<b>3 351 132</b>	<b>5 725 506</b>

## 19.6. Pertes de valeur sur actifs financiers

Dans le cas des actifs financiers qui ne sont pas mesurés à la juste valeur dans le compte de résultat, et pour lesquels on a vérifié des indices de perte de valeur, l'entreprise a évalué les respectives pertes de valeur. Compte tenu de cette évaluation, l'entreprise a reçu des indications objectives que les actifs financiers, présentés dans le tableau qui suit, présentent des pertes de valeur au cours de l'exercice :

	31.12.2019		
ACTIFS FINANCIERS	APPORT	REPRISES	UTILISATION
Clients	-	(132)	(112 113)
Autres comptes débiteurs	-	-	-
Autres actifs financiers	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>-</b>	<b>(132)</b>	<b>(112 113)</b>

	31.12.2018		
ACTIFS FINANCIERS	APPORT	REPRISES	UTILISATION
Clients	310 390	(569 335)	(394 821)
Autres comptes débiteurs	-	-	-
Autres actifs financiers	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>310 390</b>	<b>(569 335)</b>	<b>(394 821)</b>

## 19.7. Montant de capital social

Le 31 décembre 2019, l'entreprise détenait un capital social de 10 000 000 euros, entièrement souscrit et libéré.

## 19.8. Actions représentant le capital social

Le 31 décembre 2019, le capital social était composé de 2 000 000 actions, à la valeur nominale de 5 euros chacune.

## 20. AVANTAGES DU PERSONNEL

### 20.1. Avantages postérieurs à l'emploi

Le 31 décembre 2019, 123 collaborateurs bénéficiaient d'avantages postérieurs à l'emploi par rapport à des régimes à prestations définies. Le 31 décembre 2019, les opérations de l'exercice sont résumées comme suit :

CHARGES DE PENSIONS	31.12.2019	31.12.2018
Coût des services courants	291 648	315 991
Coûts des intérêts	326 036	307 037
Gains et pertes actuariels	-	-
Rendement des actifs	-	(239 715)
Autres variations	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>617 684</b>	<b>383 313</b>

Le 31 décembre 2019, nous enregistrons un déficit dans le montant d'engagements passés par rapport au montant du fonds existant à hauteur de 2 257 382 euros (2018 : 627 762 euros). L'accroissement des responsabilités est associé à l'impact de la modification de quelques-unes des hypothèses, notamment le taux d'intérêt et le taux de croissance des salaires. Ce montant est enregistré dans le poste « Créanciers pour hausse des charges ». Les responsabilités vis-à-vis des actifs dans le scénario de solvabilité sont totalement financées.

En ce qui concerne les montants cumulés des gains et pertes actuariels, ceux-ci sont enregistrés dans le poste des capitaux propres, « Ajustements / Autres variations des capitaux propres », à hauteur de 2 518 271 euros (2018 : 1 090 716 euros).

Hypothèses utilisées pour l'étude actuarielle de 2019 et 2018 :

	HYPOTHÈSES 2019	HYPOTHÈSES 2018
Table de mortalité	TV 88/90	TV 88/90
Table d'invalidité	Swiss Re 2001	Swiss Re 2001
Âge normal de la retraite	66-70 ans	66-70 ans
Nombre de pensions dans l'année	13	13
Taux de rendement annuel des actifs	courbe de swap au 31/12/2019 majorée de 2,25 %	courbe de swap au 31/12/2018 majorée de 2,25 %
Taux de croissance des salaires	2,00 %	1,75 %
Taux de croissance des pensions	0,00 %	0,00 %
Participants	324	309
Bénéficiaires	123	113

### 20.2. Avantages sociaux

Au 31 décembre 2019, dans le cadre de l'activité de la Conduril Academy (centre agréé par les entités chargées de la formation professionnelle dans les pays où celle-ci opère), environ 697 collaborateurs en Angola et au Mozambique bénéficiaient de plans de connaissance spécialisés, aussi bien dans le domaine technique et professionnel que dans celui de l'alphabétisation et de la scolarisation, sur leurs lieux de travail. Les charges associées à cette activité sont financées dans leur totalité par Conduril - Engenharia, S.A.. Le 31 décembre 2019, les opérations/actions/programmes de l'exercice sont résumés comme suit :

CHARGES ASSOCIÉES AUX PROGRAMMES DÉFINIS CONDURIL ACADEMY	31.12.2019
PAAE (Programme d'alphabétisation et d'accélération scolaire)	246 962
Formation technique et professionnelle	172 873
Formation humaine et culturelle	24 696
RVCCP (Procédure de reconnaissance, validation et certification des compétences professionnelles)	49 393
<b>TOTAL</b>	<b>493 924</b>

<b>CHARGES ASSOCIÉES AUX PROGRAMMES DÉFINIS CONDURILACADEMY</b>	<b>31.12.2018</b>
PAAE (Programme d'alphabétisation et d'accélération scolaire)	258 543
Formation technique et professionnelle	180 980
Formation humaine et culturelle	25 854
RVCCP (Procédure de reconnaissance, validation et certification des compétences professionnelles)	51 709
<b>TOTAL</b>	<b>517 086</b>

## 21. AUTRES INFORMATIONS

### 21.1. État et autres organismes publics

Le détail du poste « État et autres organismes publics », au 31 décembre 2019 et 2018, est le suivant :

<b>ACTIF</b>	<b>31.12.2019</b>	<b>31.12.2018</b>
Impôt sur le revenu des personnes physiques	1 097	4 177
Taxe sur la valeur ajoutée	9 296 258	8 374 290
Cotisations à la Sécurité sociale	9 618	-
Impôt sur le revenu des personnes morales	3 016 483	3 025 589
Autres impositions	1 988 602	1 937 681
<b>TOTAL</b>	<b>14 312 058</b>	<b>13 341 737</b>

<b>PASSIF</b>	<b>31.12.2019</b>	<b>31.12.2018</b>
Impôt sur le revenu des personnes physiques	578 270	443 845
Taxe sur la valeur ajoutée	6 992 905	5 782 034
Cotisations à la Sécurité sociale	548 284	511 491
Impôt sur le revenu des personnes morales	8 226 004	7 561 409
Autres impositions	334 944	429 835
<b>TOTAL</b>	<b>16 680 407</b>	<b>14 728 614</b>

### 21.2. Ventes et prestations de services

Les ventes et les prestations de services, au 31 décembre 2019 et 2018, se sont réparties comme suit :

	<b>31.12.2019</b>	<b>31.12.2018</b>
Marché intérieur	53 309 785	27 526 693
Marché extérieur	93 431 364	92 173 558
<b>TOTAL</b>	<b>146 741 149</b>	<b>119 700 251</b>

### 21.3. Fournitures et services extérieurs

Le poste « Fournitures et services extérieurs », au cours de l'exercice écoulé le 31 décembre 2019 et 2018, se compose comme suit :

	<b>31.12.2019</b>	<b>31.12.2018</b>
Contrats de sous-traitance	28 663 804	22 098 779
Services spécialisés	10 326 792	14 083 974
Matériaux	1 017 596	1 245 238
Énergie et fluides	2 749 321	3 242 776
Déplacements, séjours et transports	3 552 669	3 584 846
Loyers et locations	4 079 052	2 672 618
Communication	323 432	338 327
Assurances	912 985	1 039 639
Contentieux et notaires	14 122	35 957
Frais de représentation	28 410	98 009
Nettoyage, hygiène et confort	243 322	213 698
Autres services	1 454 905	949 993
<b>TOTAL</b>	<b>53 366 410</b>	<b>49 603 854</b>

## 21.4. Frais de personnel

Le poste « Frais de personnel », au cours de l'exercice écoulé le 31 décembre 2019 et 2018, se compose comme suit :

	31.12.2019	31.12.2018
Rémunérations des organes sociaux	1 179 832	1 717 910
Rémunérations du personnel	27 202 023	23 668 510
Avantages postérieurs à l'emploi (Note 20.1)	617 684	383 313
Indemnités	36 677	163 773
Charges sur rémunérations	3 205 909	2 723 756
Assurances accidents du travail et maladies professionnelles	943 320	725 584
Charges aide sociale	2 256 201	1 781 762
Autres	836 740	761 950
<b>TOTAL</b>	<b>36 278 386</b>	<b>31 926 558</b>

## 21.5. Autres revenus

Le poste « Autres revenus », au cours de l'exercice écoulé le 31 décembre 2019 et 2018, se compose comme suit :

	31.12.2019	31.12.2018
Revenus supplémentaires	4 469 526	6 786 185
Escomptes obtenus pour paiement comptant	70 662	162 395
Différences de change fauorables	2 419 830	3 000 522
Gains de stocks	12 935	11 310
Revenus et produits dans les autres actifs non financiers	570 945	308 844
Intérêts perçus	2 693 455	2 656 666
Dividendes perçus	118 586	800 907
Corrections relatives à des exercices précédents	184 011	538 679
Revenus contractuels	386 344	7 964 514
Autres	176 569	414 694
<b>TOTAL</b>	<b>11 102 863</b>	<b>22 644 716</b>

## 21.6. Autres charges

Le poste « Autres charges », au cours de l'exercice écoulé le 31 décembre 2019 et 2018, se compose comme suit :

	31.12.2019	31.12.2018
Impôts et taxes	2 128 901	1 597 708
Escomptes attribués pour paiement comptant	789 241	1 041 790
Créances irrécouvrables	-	29 364
Différences de change défavorables	11 000 415	7 135 907
Charges et pertes dans des investissements non financiers	16 987	63 595
Amendes et pénalités	249 473	801 086
Corrections relatives à des exercices précédents	88 025	354 593
Autres	106 687	1 025 351
<b>TOTAL</b>	<b>14 379 729</b>	<b>12 049 394</b>

## 21.7. Résultats financiers

Les résultats financiers se composent comme suit :

<b>CHARGES ET PERTES DE FINANCEMENT</b>	<b>31.12.2019</b>	<b>31.12.2018</b>
Charges d'intérêts	3 348 266	5 723 766
Autres charges et pertes de financement	467 606	588 303
<b>TOTAL</b>	<b>3 815 872</b>	<b>6 312 069</b>

## 21.8. Compte de régularisation

Les charges et les produits constatés d'avance se composent comme suit :

<b>CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE</b>	<b>31.12.2019</b>	<b>31.12.2018</b>
Charges à comptabiliser - assurances	371 853	225 072
Fonds de pension - excédent (Note 20.1)	-	-
Autres	49 294	37 574
<b>TOTAL</b>	<b>421 147</b>	<b>262 646</b>

<b>PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE</b>	<b>31.12.2019</b>	<b>31.12.2018</b>
Produits à comptabiliser - NCRF 19	622 212	288 522
Produits à comptabiliser - bénéfiques opérations intérieures	523 350	771 620
Fonds de pension (Note 20.1)	-	-
Facturation à comptabiliser	105 017	162 899
<b>TOTAL</b>	<b>1 250 579</b>	<b>1 223 041</b>

## 21.9. Autres comptes débiteurs et autres comptes créditeurs

Le poste « Autres comptes débiteurs », au 31 décembre 2019 et 2018, se compose comme suit :

	<b>31.12.2019</b>	<b>31.12.2018</b>
Fournisseurs soldes débiteurs	616 427	730 909
Avances aux fournisseurs	1 912 420	867 625
Débiteurs divers - parties liées	20 813 086	24 716 632
Débiteurs pour hausse des revenus	45 671 907	27 803 852
Acomptes sur ventes	49 751	630 444
Personnel	424 098	41 904
Débiteurs divers	8 756 080	10 910 302
<b>TOTAL</b>	<b>78 243 769</b>	<b>65 701 668</b>

Le poste « Autres comptes créditeurs », au 31 décembre 2019 et 2018, se compose comme suit :

	<b>31.12.2019</b>	<b>31.12.2018</b>
Clients soldes créditeurs	53 367	37 349
Personnel	2 366 853	1 459 748
Fournisseurs d'investissements	55 397	251 263
Créanciers pour hausse des charges - rémunérations	1 719 557	1 404 562
Créanciers pour hausse des charges - autres	4 222 384	5 424 590
Créanciers divers - parties liées	669 630	369 038
Créanciers divers	2 981 907	1 119 940
<b>TOTAL</b>	<b>12 069 095</b>	<b>10 066 490</b>

### 21.10. Proposition d'affectation des résultats

Conformément aux dispositions légales et statutaires, à la politique de juste rémunération du capital investi et au renforcement de sa solvabilité, le Conseil d'administration propose que le résultat net de l'exercice, à hauteur de 2 461 138 euros, soit intégralement transféré aux Réserves libres.

## 22. INFORMATIONS À FOURNIR IMPOSÉES PAR DES DISPOSITIONS LÉGALES

L'entreprise n'a aucune dette envers l'État, au titre du décret-loi n° 534/80, du 7 novembre.

En application du décret-loi n° 411/91, du 17 octobre, la situation de l'entreprise au regard de la Sécurité sociale est en règle, dans les délais impartis par la loi.

## 23. INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES POUR LES ENTITÉS VISÉES À L'ARTICLE 2, PARAGRAPHE 1, POINT H) ET À L'ARTICLE 9, PARAGRAPHE 4, TOUS LES DEUX DU DÉCRET-LOI N° 158/2009, DU 13 JUILLET, TEL QUE MODIFIÉ PAR LE DÉCRET-LOI N° 98/2015, DU 2 JUIN

### 23.1. Chiffre d'affaires net ventilé par des marchés géographiques

	31.12.2019	31.12.2018
Portugal	55 756 381	30 529 173
Angola	50 954 206	48 847 202
Mozambique	13 418 899	10 404 587
Maroc	-	-
Zambie	20 727 295	21 406 554
Malawi	3 337 295	5 159 291
Gabon	2 547 073	3 353 444
<b>TOTAL</b>	<b>146 741 149</b>	<b>119 700 251</b>

### 23.2. Honoraires du Contrôleur légal des comptes

En 2019, les honoraires du Contrôleur légal des comptes se sont élevés à 28 750 euros.

L'administration,

Le comptable certifié,





Portugal\_Voie ferrée de la Beira Baixa, tronçon Couilhã-Guarda

# RAPPORT ET AVIS DU CONSEIL DE SURVEILLANCE





## **CONSEIL DE SURVEILLANCE**

### **EXERCICE DE 2019**

Mesdames et Messieurs les Actionnaires,

En application des dispositions légales, le Conseil de surveillance présente ci-après son rapport et donne son avis sur le rapport de gestion, le bilan, les comptes et la proposition d'affectation des résultats qui lui ont été présentés par le Conseil d'administration de Conduril - Engenharia, S.A., concernant l'exercice clos le 31 décembre 2019.

### **RAPPORT**

Dans l'exercice de ses fonctions, le Conseil s'est réuni régulièrement et a suivi l'activité sociale et l'évolution des affaires de Conduril - Engenharia, S.A., tout en veillant et en assurant le respect de la loi et des statuts, afin de prendre connaissance des actes pris par le Conseil d'administration, qui a toujours fourni les précisions demandées.

Toujours dans l'exercice de ses fonctions, le Conseil a soigneusement examiné le rapport de gestion présenté par le Conseil d'administration, le bilan, le compte de résultat, les flux de trésorerie et les variations des capitaux propres, concernant l'exercice clos le 31 décembre 2019, ainsi que l'annexe et ses notes explicatives. Ces documents sont considérés en bon ordre et, dans son ensemble, donnent une image fidèle de l'activité développée et de la situation patrimoniale.

Dans le cadre de sa compétence, le Conseil a été informé des travaux qui ont été développés au cours de l'année par le cabinet d'audit, il a obtenu de celui-ci les renseignements et les précisions, fournies par sa représentante, nécessaires à la surveillance du contrôle légal et des documents de reddition des comptes, il a pris acte du rapport respectif de conclusions et de recommandations d'audit envoyé au Conseil d'administration, et il a examiné la certification légale des comptes, document qui mérite son accord par rapport à sa teneur.

Également dans le cadre de sa compétence, le Conseil marque son accord concernant les méthodes comptables et les critères d'évaluation utilisés.

Eu égard à ce qui précède, le Conseil considère que le rapport de gestion, le bilan, le compte de résultat, les flux de trésorerie et les variations des capitaux propres permettent, dans leur ensemble, la bonne compréhension de la situation financière de Conduril - Engenharia, S.A. au 31 décembre 2019, et des résultats de l'exercice clos à cette date, et considère également que les dispositions légales et statutaires ont été respectées.

Finalement, le Conseil souhaite, à l'image du Conseil d'administration, remercier les collaborateurs pour leur engagement et dévouement.

Ainsi, le Conseil de surveillance est de l'

## AVIS

1. que le rapport de gestion, le bilan, les comptes et leurs annexes, concernant l'exercice clos le 31 décembre 2019, soient approuvés,
2. que la proposition d'affectation des résultats comprise dans le rapport de gestion, dans les termes présentés par le Conseil d'administration, soit approuvée.

Fait à Ermesinde, le 12 mars 2020

LE CONSEIL DE SURVEILLANCE

---

Ademar Américo Soares Paiva, président

---

Maria de Lourdes Lopes Chaves

---

Júlio Gales Ferreira Pinto



Portugal\_Pont international sur le fleuve Guadiana

# CERTIFICATION LÉGALE DES COMPTES





## **CERTIFICATION** **LÉGALE DES** **COMPTES**

### **RAPPORT SUR L'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS**

#### **Opinion**

Nous avons procédé à l'audit des états financiers ci-joints de Conduril - Engenharia, S.A. (l'entité), qui comprennent le bilan au 31 décembre 2019 (présentant un total de 385 563 980 euros et un total de capitaux propres de 209 239 710 euros, incluant un résultat net de 2 461 138 euros), le compte de résultat par nature, l'état des variations des capitaux propres et le tableau des flux de trésorerie pour l'année écoulée à cette date, ainsi que les notes annexées aux états financiers comprenant une synthèse des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints reflètent fidèlement, dans tous leurs aspects essentiels, la situation financière de Conduril - Engenharia, S.A. au 31 décembre 2019, ainsi que sa performance financière et ses flux de trésorerie pour l'année écoulée à cette date, conformément aux Normes comptables et d'information financière adoptées au Portugal à travers le Système de normalisation comptable.

#### **Fondements**

Notre audit a été mené conformément aux normes internationales d'audit (ISA) et aux autres normes et orientations techniques et éthiques de l'ordre portugais des contrôleurs légaux des comptes. En vertu de ces normes, nos responsabilités sont décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur concernant l'audit des états financiers » ci-dessous. Conformément à la loi, nous sommes indépendants de l'entité et répondons à toutes les exigences éthiques du code d'éthique de l'ordre portugais des contrôleurs légaux des comptes.

Nous sommes convaincus que les éléments probants d'audit sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

## Accent

Comme mentionné dans la Note 5 de l'annexe aux états financiers à la date du 31 décembre 2019, l'entité a modifié, au cours de l'exercice de 2019, la durée de vie utile prévue des immobilisations corporelles et incorporelles. Aux fins d'une analyse comparative, cette modification a entraîné une réduction des dépréciations et des amortissements de la période d'environ 1 163 258 euros qui a un impact sur l'augmentation du résultat net de l'exercice et de la valeur totale de l'actif.

Notre opinion n'est pas modifiée en la matière.

## Responsabilités de l'organe de gestion et de l'organe de surveillance concernant les états financiers

L'organe de gestion est responsable de :

- la préparation d'états financiers réfléchissant fidèlement la situation financière, la performance financière et les flux de trésorerie de l'entité conformément aux Normes comptables et d'information financière adoptées au Portugal à travers le Système de normalisation comptable ;
- l'établissement du rapport de gestion en conformité avec les dispositions légales et réglementaires applicables ;
- la création et maintenance d'un système de contrôle interne approprié afin de permettre la préparation d'états financiers exempts d'inexactitudes significatives, en raison de fraudes ou d'erreurs ;
- l'adoption de critères et de méthodes comptables appropriés au vu des circonstances ; et
- l'évaluation de la capacité de l'entité à maintenir ses opérations, en diffusant, le cas échéant, les questions pouvant soulever des doutes sérieux concernant la continuité des activités.

L'organe de surveillance est responsable de la procédure de préparation et de publication de l'information financière de l'entité.

## Responsabilités de l'auditeur concernant l'audit des états financiers

Notre responsabilité est d'obtenir une assurance raisonnable sur le fait que l'ensemble des états financiers sont exempts d'inexactitudes significatives, en raison de fraudes ou d'erreurs, et d'établir un rapport présentant notre opinion. On entend par « assurance raisonnable » un niveau élevé de sécurité, mais non la garantie qu'un audit mené conformément aux normes ISA détectera toujours l'existence d'inexactitudes significatives. Ces inexactitudes peuvent provenir de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées significatives lorsque l'on peut raisonnablement attendre qu'elles, seules ou combinées, peuvent influencer les décisions économiques prises par les utilisateurs ayant pour base ces états financiers.

Dans le cadre d'un audit conforme aux normes ISA, nous portons des appréciations professionnelles avec une attitude de scepticisme professionnel au cours de l'audit et nous :

- identifions et évaluons les risques d'inexactitude significative des états financiers, en raison de fraudes ou d'erreur, nous définissons et exécutons des procédures d'audit répondant à ces risques, et nous obtenons des éléments probants d'audit suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque qu'une inexactitude significative ne soit pas détectée en raison de fraudes est plus élevé qu'en raison d'erreurs, une fois que les fraudes peuvent impliquer des collusions, des falsifications, des omissions intentionnelles, de fausses déclarations ou des chevauchements avec le contrôle interne ;
- obtenons une compréhension du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées au vu des circonstances, mais non pour exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité ;

- évaluons l'adéquation des méthodes comptables utilisées et le caractère raisonnable des estimations comptables et des informations correspondantes fournies par l'organe de gestion ;
- apprécions l'adéquation de l'utilisation, par l'organe de gestion, du principe de la continuité et, sur base des éléments probants d'audit, s'il existe une incertitude significative liée à des événements ou des conditions pouvant soulever des doutes sérieux quant à la capacité de l'entité à maintenir ses activités. Si nous concluons qu'il existe une incertitude significative, nous devons attirer l'attention dans notre rapport sur ces informations dans les états financiers ou, si celles-ci ne sont pas appropriées, changer notre opinion. Nos conclusions sont fondées sur les éléments probants d'audit obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Néanmoins, des événements ou des conditions futurs peuvent conduire l'entité à cesser ses activités ;
- évaluons la présentation, la structure et le contenu global des états financiers, y compris les informations, et si ces états financiers reflètent les transactions et les événements sous-jacents afin d'attendre une présentation appropriée ;
- communiquons avec les responsables de la gouvernance, entre autres, la portée et le calendrier prévu de l'audit, ainsi que les conclusions significatives de l'audit, y compris tout manquement significatif de contrôle interne identifié au cours de l'audit.

Notre responsabilité inclut également la vérification de la concordance entre l'information figurant au rapport de gestion et les états financiers.

## RAPPORT SUR D'AUTRES EXIGENCES JURIDIQUES ET RÉGLEMENTAIRES

### **Sur le rapport de gestion**

En application de l'article 451, paragraphe 3, point e) du Code portugais des sociétés commerciales, nous sommes d'avis que le rapport de gestion a été préparé en conformité avec les exigences juridiques et réglementaires applicables en vigueur, que l'information y figurant est conforme aux états financiers qui ont fait l'objet d'audit et que, compte tenu de la connaissance et de l'évaluation faite sur l'entité, nous n'avons pas identifié d'inexactitudes significatives.

Fait à Porto, le 11 mars 2020

---

HORWATH & ASSOCIADOS, SROC, LDA.  
Représenté par Ana Raquel Borges L. Esperança Sismeiro (CLC 1126)



# CONDURIL ENGENHARIA, S.A.

Avenida Eng.º Duarte Pacheco, n.º 1835  
4445-416 Ermesinde - Portugal  
T. +351 229 773 920  
geral@conduril.pt

## CONDURIL ANGOLA

Rua 2 IL (ao Largo do Ambiente)  
Município de Ingombota - Luanda - Angola  
T. +244 949 422 665  
expgeralluanda@conduril.pt

## CONDURIL MOÇAMBIQUE

Estrada Nacional n.º 4, Tchumene 2,  
Parcela 3380/12 - Matola - Moçambique  
T. +258 219 025 88  
delegacao@conduril.co.mz

## CONDURIL BOTSWANA

Tribal Lot 86 Portion 955 Isis Village  
Tlokweng - Gaborone - Botswana  
T. +267 319 02 53  
info@conduril.co.bw

## CONDURIL ZÂMBIA

Plot 3817 Martin Mwamba Road  
PO Box 473 P/Bag E891 Manda Hill  
Lusaka - Zambia  
T. +260 211 291 441  
zambia@conduril.pt

## CONDURIL MALAWI

Campe Site P.O. Box. 40  
Liwonde - Malawi  
T. +265 994 956 884  
malawi@conduril.pt

## CONDURIL GABÃO

Nzeng-Ayong (Après le carrefour GP)  
Libreville - Gabon  
gabon@conduril.pt

